

# Rapport annuel d'activités

1<sup>er</sup> avril 2009 au 31 mars 2010

## TABLE DES MATIÈRES

Mot du président	. 4
Mot de la coordonnatrice	. 5
Membres du conseil d'administration	. 6
Comité d'analyse politique CDC/GASP	10
Comité Itinérance	14
Comité Logis-études	16
Comité Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté	19
Comité Nuit des sans-abri	23
Comité Sécurité alimentaire	27
Groupe Actions Logement-Habitation (GAL-H)	30
Groupe Action en Matière d'Éducation (GAME)	33
Orientations pour 2010-2011	35
Annexe I : Membres du Groupe Actions Solutions Pauvreté	36

## Mot du président



L'année qui s'achève s'est montrée plus que féconde pour le GASP. En effet, les divers projets initiés par le GASP portent fruit. Des projets comme respect et assiduité, le concept de logement-études ou la diffusion d'outil de sensibilisation à la pauvreté constituent quelques-unes des réalisations du GASP. Nous pourrions ainsi affirmer que cette année, le GASP récolte le succès d'années d'efforts.

Il importe de souligner que les réussites du GASP proviennent de la concertation et du travail de sensibilisation, un travail souvent effectué dans l'ombre. Par exemple, les différentes campagnes orchestrées par le GASP en matière de logements sociaux ont favorisé l'éveil auprès des conseils

municipaux quant à leur importance dans la lutte contre la pauvreté. Par son optique partenariale, le GASP peut faciliter la mise en place d'une approche systémique touchant tout autant les causes que les effets de la pauvreté. Les conséquences de l'appauvrissement sont présentées, au cœur des médias, dramatiquement. Nous ne retenons parfois que les cas les plus spectaculaires sans nécessairement les inscrire, par une analyse, au sein d'une dynamique sociale.

Une telle analyse permet d'échapper aux diktats de l'illusion d'une origine strictement individuelle de la pauvreté qui reprend, sous une forme plus sécularisée, la logique perverse de la récompense/punition (examinons les propos sur les problématiques économiques concernant la Grèce). Une rhétorique semblable n'est pas étrangère au discours du courant économique prédominant. Selon ce discours, les personnes fortunées le sont uniquement par leurs gestes et «sacrifices» et les personnes appauvries le deviennent suite à une absence d'efforts ou parce qu'elles font carrément preuve de paresse. Ce moralisme primaire ne rend aucunement justice à la complexité du processus d'appauvrissement. Le combattre devient un impératif surtout en cette période de montée inquiétante du conservatisme politique, fiscal voire social¹. Cette tangente suscite une adhésion sociale de plus en plus importante. Or, le projet de société porté par ce courant de droite se situe aux antipodes d'une perspective solidaire et écologique. Si cette mouvance se poursuit, elle risque de miner des décennies de luttes consacrées à la dignité et à l'égalité de toutes et de tous.

Dès lors, la vigilance s'avère de mise puisque cette résurgence de la droite influence les orientations économiques actuelles et se prétend trop souvent comme la seule voie au nom du «réalisme». Il convient, plus que jamais, de présenter une alternative plus écohumaniste afin de construire, non pas un autre monde, mais un monde autre, fondé sur la justice socioécologique l'égalité, la solidarité et la réduction sensible des inégalités. À sa mesure et par ses réalisations, le GASP cherche à concrétiser cette alternative enracinée au cœur de l'espérance en l'avenir.

Patrice Perreault, Président

Groupe Actions Solutions Pauvreté Rapport annuel d'activités 2009-2010

4

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Voir l'excellent dossier à ce sujet du journal *Le Devoir* du 22 mai 2010.

## Mot de la coordonnatrice



2009-2010 fut une année bien remplie, encore plus qu'à l'habitude pour le GASP. Outre la continuation de l'entente avec le Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska (CSSSHY), nous avons aussi obtenu plusieurs subventions pour différents projets. Mentionnons, entre autres, la subvention de l'Approche territoriale intégrée pour coordonner le projet logis-études et qui a permis l'embauche d'une assistante à la coordination.

Un budget du comité sécurité alimentaire a été attribué exceptionnellement au GASP cette année, ce qui nous a permis de faire un site Internet et de mettre en place une campagne promotionnelle des services en sécurité alimentaire. Ce dernier projet sera complété au cours

de l'été. Un autre budget nous a permis de faire la promotion des services en sécurité alimentaire auprès des élèves d'écoles primaires et secondaires. Tous ces projets se sont réalisés en plus des activités régulières du GASP et de ses nombreux comités.

Un des projets qui me tenait à cœur depuis mon arrivée au GASP était un projet en itinérance. Après de nombreuses années de discussion sur la problématique et des solutions possibles, un projet concerté a vu le jour. Celui-ci, nommé l'Azimut, sera un endroit accueillant, qui fournira de l'accompagnement pour les personnes en difficulté. Il est présentement en attente de financement. Ce projet pourrait aussi être lié avec le Partage Notre-Dame, ce qui démontre encore une fois que la concertation porte fruit. Comment aussi ne pas mentionner le très grand succès des activités pour la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et la Nuit des sans-abri qui ont su, à nouveau, retenir l'attention de la population et des décideurs.

L'année à venir sera, elle aussi, bien occupée, car les projets ne manqueront pas. Après plusieurs années, le comité sécurité alimentaire a finalement déniché un financement pour son projet jeu de cartes et le coffret à outils sera réalisé grâce à un financement du Fonds de développement régional. Ces deux projets majeurs ainsi que la réalisation des objectifs pour l'entente CSSSHY/GASP et les nombreux suivis des comités en action vont me tenir bien occupée. N'oublions pas aussi l'organisation de nos deux activités ainsi que la réalisation des priorités définies par le conseil d'administration.

Un gros merci au conseil d'administration qui a été très présent et actif durant l'année en se réunissant à neuf reprises ainsi qu'à l'assemblée des membres, qui s'est réunie à cinq reprises. Voici un court résumé d'une partie des travaux qui ont tenu le conseil d'administration, les membres et moi-même fort occupés :

- La réalisation de diverses politiques internes (conditions de travail, la trésorerie, les déplacements, etc.) qui n'existaient pas au GASP et que l'on espère pouvoir adopter au cours de l'année à venir ;
- Organisation et participation à la journée ressourcement ;
- Le questionnement sur le rôle de la Fondation Chagnon localement et des actions à porter dans ce dossier ;
- L'embauche d'une assistante à la coordination (offre d'emploi, choix des candidatures, entrevues, etc.);
- Planification de la tenue des assemblées des membres et de l'assemblée générale annuelle de 2009 ;
- Suivi et appui dans les demandes de financement des projets suivants : jeu de cartes, coffret d'outils d'animation et respect et assiduité ;

- Participation aux Prix annuels Desjardins ;
- Planification de l'intervention pour le plan d'action pour la loi 112 (une rencontre, la rédaction d'un mémoire et une représentation) ;
- Participation à des actions pour l'adoption d'une politique en itinérance ;
- Suivis de projets, notamment le site Web, le dépliant et outil promotionnel en sécurité alimentaire et l'Azimut ;
- Nomination de représentants à la Table de concertation de travail et le Comité régional en itinérance de la Montérégie ;
- Réception et traitement des demandes de membres et autres personnes de la communauté concernant différents projets, tels qu'une exposition photographique, l'amélioration du transport pour les usagers du CSSSHY, une représentation théâtrale, etc.;
- Suivi du dossier du stationnement payant du CSSSHY ;
- Création d'un sous-comité pour travailler sur un code d'éthique ;
- Préparation et adoption du plan d'action pour l'entente GASP/CSSSHY ;
- Présentation à la rencontre régionale de Villes et Villages en santé en Montérégie ;
- Participation au colloque de Villes et Villages en santé ;
- Adhésion à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics ;
- Rencontre avec de nouveaux membres du GASP;
- Interventions dans les médias sur des sujets d'actualité concernant la mission du GASP;
- Le soutien de la coordonnatrice dans ses tâches et mandats pour le GASP.

Catherine Lusson, coordonnatrice

#### Membres du conseil d'administration

- Martine Bédard, Dynamique des handicapés de Granby et région
- Mario LeBlanc, Maison Arc-en-ciel
- Patrice Perreault, Comité de pastorale sociale Granby et région
- Alain Massé, Auberge sous mon toit

Accompagné par Roxana Cledon, organisatrice communautaire au CSSS de la Haute-Yamaska

#### Comités et regroupements dont le GASP est membre :

- Comité éducation, formation et développement des compétences de Vision 2015(participation de la coordination à sept rencontres)
- Comité de coordination du RLS Santé publique du CSSS de la Haute-Yamaska (participation de la coordination à une rencontre)
- Comité partenaires engagés de la CDC (participation de la coordination à une rencontre)
- Comité régional sur l'itinérance en Montérégie (participation d'un membre du GASP à sept rencontres)
- Comité Watt (participation de la coordination à deux rencontres)
- Réseau des sympathisants-Montérégie du Collectif pour un Québec sans pauvreté (participation de la coordonnatrice à une rencontre)
- Réseau solidarité itinérance du Québec (participation à des campagnes de pression)
- Table de concertation travail Haute-Yamaska (participation d'un membre du GASP et/ou de la coordination à six rencontres)

#### CONCILIATION TRAVAIL-ÉTUDES

#### Projet du Comité éducation, formation et développement des compétences de Vision 2015

Mercredi 19 août 2009 JOURNAL L'EXPRESS 11

PROJET CONCILIATION TRAVAIL-ÉTUDES

### Une quarantaine d'employeurs sont recherchés

CAROLINE RIOUX

e Cégep de Granby Haute-Yamaska et la Commission scolaire du Val-des-Cerfs ont convenu d'une entente afin de permettre aux étudiants d'occuper des emplois à temps partiel pendant la période scolaire. Le projet se nomme concilia-tion travail-études.

Idéalement, les institutions d'enseignement préconisent un minimum d'heures pour un travail à temps partiel, soit 15 heures par semaine pour un étudiant poursuivant des études à temps plein. «Loin de vouloir s'im-miscer dans la vie personnelle et professionnelle de chaque étudiant, le Cégep de Granby souhaite, par cette entente, sensibiliser les employeurs au fait qu'il y a un nombre d'heures à respecter lorsqu'on est étudiant. Ainsi, on considère qu'un étudiant inscrit à temps plein ne devrait pas travailler plus de 20 heures par semaine pour un emploi à temps partiel», a mentionné la directrice générale du Cégep de

Granby, Marie-Johanne Lacroix. Cette dernière ne voit pas d'effets négatifs à travailler à temps partiel pendant ses étu-des, au contraire. «Certes pour plusieurs étudiants occupant un emploi, qui exige un nom-bre d'heures respectables par semaine, ça leur permet d'être organisés. Nous avons mis en place beaucoup de mesures à l'interne mais on voulait aller à l'externe. C'est pour cette rai-son que l'on sollicite les employeurs de la région», a expliqué la directrice générale. Le cégep est toujours à la recherche d'employeurs prêts à s'associer au projet. «Présentement, dix employeurs ont signé l'entente et notre objectif est de 40», a-t-elle confirmé.

#### Les responsabilités de l'employeur

L'employeur doit s'engager auprès des étudiants à respecter les trois points suivants: à offrir un emploi compatible avec les études à temps complet (moins de 20 heures par semaine pendant la période scolaire et à temps plein seulement pendant l'été ou les vacances); à tenir compte des périodes d'examen en réduisant l'horaire de travail à la demande des étudiants et à encourager les jeunes à maintenir leur motivation pour la poursuite de leurs études

«On donnera de la visibilité par le biais des partenaires aux employeurs qui valoriseront les études, car on veut que le plus de gens profitent de l'éducation», a souligné Mme Lacroix. Jusqu'à maintenant nombreux sont les partenaires faisant partie de ce projet, notamment Emploi-Québec, IBM, GASP, Cégep, Caisse Desiardins, Chambre de commerce Haute-Yamaska et région, SOFIE, CLD. De leur côté, les partenaires s'engagent à orienter tout étudiant à la recherche d'un emploi à temps plein ou à temps partiel, et ce, en priorité vers les offres des employeurs membres du projet, tel qu'indiqué dans l'entente.



Marie-Johanne Lacroix, directrice générale du Cégep de Granby, présente l'entente que doivent signer les parties concernant le projet conciliation travail

(Photo Caroline Rioux)

LA VOIX DE L'EST - JEUDI 8 OCTOBRE 2009

#### MESSAGE DU CÉGEP ET DE LA CS AUX EMPLOYEURS QUI EMBAUCHENT DES ÉTUDIANTS 20 heures de boulot, pas plus

CYNTHIA ST-HILAIRE csthilai@lavoixdelest.qc.ca

Granby — L'appât du gain allèche les étudiants. Four pouvoir se pa-yer l'Objet de leur désir, les jeunes multiplient les heures de travail au détriment de leurs études. La com-mission scolaire du Val-des-Cerfs et le cégep de Granby ont décidé de s'unir pour b'elser ce cercle vicieux.

ie cegep de Granby ont decide de 
ieur pour briser ce cercle vicieux.

«Des fois, j'ai l'impression que 
Ins ebat contre une Hond evice, 
a lancé le président de Val-descerfs, Guy Vincent, en expliquant 
que plusieur s jeunes travaillent 
pour se payer une voiture.

M. Vincent et la directrice générale 
du cégep de Granby, Marie-Johanne 
Lacroix, ont annoncé en conférence 
de presse, hier a près-mid, queleurs 
organisations solliciteront les employeurs pour les sensibiliers à l'importance de la conciliation travailétudes. Un étudinnt ne devariat pas 
travailler plus de 20 heures par 
travailler plus de 10 heures par 
travailler plus de 10

comité éducation et main-d'oeuvre du regroupement Vision 2015.



«Plus tu as d'argent, plus tu en veux» dit Myriam Dupont qui, à 19 ans, en



«Ce sont des contrats symboliques, dit Marie-Johanne Lacroix. Nous voudrions qu'une cinquantaine d'employeurs embarquent.»

Contrats symboliques

contrats symboliques

La chambre de commerce s'est eque ça ne se peut pas.»

engagéa è leur donner un cupt de pouce pour rejoindre les employeurs. Une quinzaine ont déjà signé le contrat dans lequel ils s'engagent à limiter à 20 le nombre d'heures tarwaillées par les jeunes. Évidemment, es sont des contrats symboliques, signale M\*\* Lacroix. Nous voudriors qu'une d'aquantaine d'employeurs embarquent.»

L'idée n'est pas d'empécher les jeunes de travaillée assure M\*\* Lacroix. Travailler assure M\*\* Lacroix. Travailler tout en allant aux d'eudes n'est pas une mauvaise chose, assure-t-elle. Adhs si flaut que les estailses les employeurs. Le cégep avait déjà lancé il y a deques saure-t-elle. Adhs si flaut que les employeurs. Le celdige fait mené avec intelligence.

Travailler 30 heures de mixi, ça ne se peut pas lorsque l'on va à l'école) devait dire non.

Le cégep avait déjà lancé il y a deques saure-t-elle. Adhs si flaut que les employeurs. Le celdige fait maintenant front communavec la comme se peut pas lorsque l'on va à l'école insiste-t-elle. Des gens autour efficaces, soutient M\*\* Lacroix.

de l'étudiant doivent lui rappeler

Myriam Dumont, étudiante en ge

### Interventions dans les médias sur des sujets d'actualité concernant la mission du GASP

Le GASP est cité dans un article de La Voix de L'Est au sujet de la hausse du salaire minimum :

LA VOIX DE L'EST - MERCREDI 16 DÉCEMBRE 2009

#### LE SALAIRE MINIMUM AUGMENTÉ À 9.50\$

## Une mesure qui laisse perplexe



GRANBY — Le gouvernement du Québec a annoncé hier que le salaire minimum gagnerait 50 cents l'heure pour la seconde fois en un an, atteide 25 cents.

Si le ministre de l'Emploi et de la augmentation.» Solidarité sociale Sam Hamad croyait faire un cadeau aux travailleuses et travailleurs québécois, les employeurs, eux. la trouvent moins drôle.

Comme le rappelle la directrice générale de la chambre de commerce Haute-Yamaska et Région, Céline Gagnon, ce sont essentiellement les commerçants de détail de même que les restaurateurs qui en subiront les contrecoups, eux qui sont les princi-paux entrepreneurs à employer de la Ces quelques dollars supplémenmain-d'œuvre au salaire minimum.

taurants et d'épiceries joints hier ont portefeuille. d'ores et déià affirmé qu'ils devraient ajuster leur budget en conséquence au cours des prochains mois.

«On n'a pas le choix, on va vivre à Granby. avec», a résumé Joannie Haché, gérante de la rôtisserie Saint-Hubert, à Loin du compte Granby, qui prévoit que quelques plats coûteront désormais plus cher afin sonnes, pour la plupart des femmes, d'absorber ces nouvelles dépenses.

«Ça n'aidera probablement pas à la reprise de ces secteurs», a quant à elle mauvais, concède Catherine Lusson, soulevé Céline Gagnon.

Professeur d'économie au cégep de Granby-Haute-Yamaska, Manuel Monte abonde dans le même sens.

Qualifiant de «mauvais timing» le moment choisi par les libéraux pour remplir une promesse électorale formulée par le passé, M. Monte va même jusqu'à parler d'un «irritant dans la situation économique actuelle».

«On aurait pu attendre après un paquet de choses, ne serait-ce qu'après la négociation du front commun dans gnant désormais 9,50 \$. Cette mesure le secteur public, dit-il. Et il ne faut entrera en vigueur le 1ª mai. Le salaire pas oublier qu'il y aura un effet dodes travailleurs à pourboire, lui, sera mino chez les employés qui gagnent augmenté à 8,25 \$, une bonification déjà entre 9,50 \$ et 10,50 \$ environ et qui vont vouloir, eux aussi, avoir une

> ou 15 \$ nets de plus par semaine, ce n'est pas énorme, poursuit-il. Mais pour une entreprise qui doit payer 150 employés, ça commence à faire beaucoup.»

La plupart des salariés croisés hier ont d'ailleurs confié ne pas s'attendre à un grand impact sur leurs finances personnelles, plusieurs d'entre eux ne

taires par semaine risquent donc De fait, les administrateurs de res- de pas influer beaucoup sur leur

«Mais à long terme, c'est certain que ça paraît plus», a néanmoins noté Khris, employé d'un dépanneur

Selon le ministre Hamad, 323 000 perprofiteront de cette bonification.

Cette annonce n'a donc pas que du du Groupe action solidarité pauvreté



«Pour une personne, 20 \$ bruts Directrice générale de la chambre de commerce, Céline Gagnon craint que cette augmentation nuise à la reprise de la restauration et du commerce au détail.

> joindre les deux bouts. Elle ajoute également que la hausse de près du tiers du salaire minimum depuis 2003 (il était alors de 7,30 \$) constitue d'abord et avant tout une «mise à niveau».

> Or, rappelle-t-elle, il y a toujours loin de la coupe aux lèvres, considérant que



Professeur d'économie, Manuel Monte estime que le gouvernement a choisi un bien mauvais moment pour bonifier le salaire minimum.

(GASP). Celle-ci y voit un coup de pou- le seuil de pauvreté pour une personne ce aux travailleurs qui, même avec un seule a été établi à 22 000 \$ par Revenu emploi à temps plein, n'arrivent pas à Canada en 2009, soit un taux horaire de 10,66 \$.

«Notre objectif demeure que le salaire minimum d'un travailleur à les Fêtes, mais dans les faits, ce n'est temps plein lui permette de sortir de pas grand-chose,» la pauvreté, ce qui n'est toujours pas le cas», indique-t-elle

Manuel Monte va encore plus loin.



HOTOS ARCHIVES LA VOIX DE L'EST Bien qu'elle voit du positif dans l'annonce du ministre Hamad, Catherine Lusson constate qu'il y a toujours loin de la coupe aux lèvres.

«Juste comme ça, le 1<sup>er</sup> mai, des gens vont apprendre qu'avec 20 \$ de plus par semaine, ils ne sont plus pauvres? C'est une vraie farce, ironise-t-il. Ça peut sembler un beau cadeau avant

> Avec la collaboration de La Presse canadienne

### Comité d'analyse politique CDC/GASP

Nous nous sommes réunis neuf fois afin de préparer une campagne de sensibilisation et les actions à faire dans le cadre des élections municipales. Tout d'abord, nous avons préparé la campagne « Des valeurs qui me tiennent à cœur » qui a pour but de promouvoir certaines valeurs très chères au milieu communautaire : l'entraide, la famille et l'environnement. Il est important de noter que cette campagne sera visible de façon permanente dans la MRC de la Haute-Yamaska. Un point de presse s'est tenu le 28 septembre annonçant le début de notre campagne et a fait un lien entre celle-ci et les élections municipales.

Des valeurs
qui me tiennent à coeur

Entraide

Nous croyons que des actions concrètes découlant des valeurs énoncées favorisent l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens.

Concrètement, le fait d'avoir accès aux loisirs, de mettre en place des politiques familiales, d'améliorer la qualité de l'eau, de légiférer sur la conservation d'espaces verts, de favoriser la construction de logements sociaux et de soutenir l'action communautaire constitue quelques exemples qui rejoignent nos valeurs.

Cette campagne a servi d'outil d'analyse au comité dans le cadre des élections municipales qui ont eu lieu en novembre. Nous avons interpellé tous les candidats à la mairie et aux postes de conseiller, dans l'ensemble des municipalités de la MRC de la Haute-Yamaska, afin qu'ils nous fassent parvenir leurs programmes. De plus, nous demandions aux candidats de se positionner face aux organismes communautaires (soutien, reconnaissance, partenariat, etc.).

À partir des informations recueillies lors de la campagne électorale (revue de presse, programmes, contacts directs, etc.), le comité a rédigé une analyse et a tenu un point de presse le 26 octobre 2009 afin de divulguer les résultats de cette analyse. Cette analyse était faite en lien direct avec nos valeurs ciblées : l'entraide, la famille et l'environnement.

Le but était d'informer la population et de les inviter, le jour du scrutin, à voter pour des valeurs collectives et non pas, contre des candidats.

Dans le même ordre d'idées, le comité a participé aux débats des candidats à la mairie de la municipalité de Ste-Cécile-de-Milton, organisé par la Chambre de commerce Haute-Yamaska et région. Nous avons posé une question qui était en lien avec notre campagne. Nous avons utilisé les réponses des candidats afin de les greffer à notre analyse citée plus haut. À titre informatif, il n'y a eu qu'un seul débat en Haute-Yamaska lors des élections municipales 2009. Trois lettres d'opinions ont aussi été rédigées dans le cadre des élections municipales.

Des actions seront à envisager dans l'année à venir afin de continuer à faire la promotion de notre campagne de valeurs. Bien sûr, dans l'éventualité d'événements politiques majeurs tels que la tenue d'élections, le comité se réunira à nouveau.

#### Membres du comité analyse politique CDC/GASP

- Sylvain Dupont, Corporation de développement communautaire (CDC) de la Haute-Yamaska
- Madeleine Ferland, Maison Joins toi
- Catherine Lusson, Groupe Actions Solutions Pauvreté
- Patrice Perreault, Comité de pastorale sociale Granby et région
- Jacques Riendeau, L'Autre Versant
- Nathalie Roberge, Centre d'action bénévole de Granby
- Yvon Bélanger, Mouvement Action Chômage

#### CAMPAGNE «DES VALEURS QUI ME TIENNENT À CŒUR» ET ÉLECTION MUNICIPALES

LAVOIX DE L'EST PLUS - MERCRECI 30 SEPTEMBRE 2009



Respectivement directeur général et coordonnatrice du GASP, Sylvain Dupont et Catherine Lusson ont annoncé lundi dernier le lancement de la campagne «Des valeurs qui me tiennent à cœur».

## Un appel aux valeurs en vue des élections

n connaissait les bulletiths environnemenles bulletins communautaire précise la position de la campagne Des valeurs qui me tiengagne Des valeurs qui me tiengagne Dis valeurs qui me tienprochain, le Groupe d'Actions
Solutions Pauvreté (GAS)
solutions Pauvreté (GAS)
es de de la MRC
de la Haute-Yamasha et a
tournir à la population pur la famille, l'entraide et
l'entre la mettant de l'avant cett
de la Haute-Yamasha et a
tournir à la population putsse bénéficier des
nauraires, mais également par
nauraires, mais également par
nauraires mais également par
que sont la famille, l'entraide et
l'environnement.

Anisi, chaque candidat et can-



"Soyez bien certains on n'appuie pas de candidats, on appuie pas de candidats, on appuie des valeurs"

Par cette mise en garde, l'active rendu de son analyse des proporation de développement comstituins qui reposent sur des assistions de son analyse des proporation de développement comstituins qui reposent sur des assistants. Dupont. Notre outil servira immement tenul le 26 octobre, soit in malayse pour fairair ressortir des valeurs in es remaine avant les élections, grandes lignes pour les citoyens qui sont peu informés. On sait est subjectif, mais on va prendre l'informations qui reposent sur des assistants de nous appeler!"

**ÉLECTIONS MUNICIPALES** 

JOURNAL L'EXPRESS Mercredi 7 octobre 2009

#### Le comité CDC Haute-Yamaska/GASP interpelle les candidats

a corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska (CDC H-Y) ainsi que le Groupe d'Action Solution Pauvreté

(GASP) interpellent tous les candidats à la mairie et aux postes de conseillers afin de connaître leur position face aux orga-nismes communautaires.

Les deux organismes en ont donc profité pour lancer la campagne Des valeurs qui me tiennent à cœur la semaine dernière. «L'objectif de cette campagne est de promouvoir certai-nes valeurs très chères au milieu communautaire telles l'entraide, la famille et l'environnement. Nous croyons que des actions concrètes découlant des valeurs énoncées favo-risent l'amélioration de la qualité de vie de nos citoyens», a commenté le directeur général de la CDC H-Y Syl-vain Dupont en entrevue téléphoni-

que.
Parmi les gestes concrets qui rejoignent les valeurs des deux organismes mentionnés précédemment, on note avoir accès aux demment, on note avoir acces aux loisirs, mettre en place des politi-ques familiales, améliorer la quali-té de l'eau, légiférer sur la conser-vation d'espaces verts, favoriser la construction de logements sociaux et soutenir l'action communautaire. Cette campagne servira aussi d'outil d'analyse au comité CDC H-Y/GASP dans le cadre des élections



Sylvain Dupont, directeur général à la CDC Haute-Yamaska, et Catherine Lus-son, coordonnatrice au GA SP, présentent la campagne Des valeurs qui me

postes de conseillers, et ce, dans l'ensemble des municipalités de la MRC de la Haute-Yamaska, sont invités à faire municipales. connaître leurs programmes. En fait, les deux organismes demandent aux candidats de se positionner par rapport aux organismes communautaires.

Ensuite, à partir des informations recueillies lors de la campagne électo-rale, le comité CDC H-Y/GASP fera une analyse subjective et tiendra un autre point de presse à la fin du mois afin de divulguer les résultats de cette analy-

## «Dettes» publiques et projet de société



op ini on @lavol xd elest .qc, ca

chaque campagne électorale, depuis une dizaine d'années, un thème revient de façon récurrente dans le paysage politique. Il s'agit de la «dette publique». Certes, une «dette» provenant de finances publiques peut s'avérer préoccupante, mais cette problématique devient-elle alarmante au point où tous les efforts doivent être orientés pour l'enrayer? L'élimination de la «dette» publique est légitimée, dans certains discours, par les conséquences présumées d'une «dette» publique. Celle-ci risque de provoquer une véritable «hécatombe» sociale pour les générations futures. Pour «sauvegarder» le futur, ces mêmes discours préconisent la réduction drastique des dépenses publiques en administrant rigoureusement un budget municipal comme un budget personnel.

Une telle perspective reflète-t-elle l'ensemble de la situation? Il est permis d'en douter. Remarquons qu'au moment où l'enjeu de la «dette» publique, donc nécessairement collective, est abordé, sa contrepartie, la richesse collective est passée sous silence. La richesse collective, est bien davantage que la somme des richesses individuelles. Selon Riccardo Petrella, dans Le bien commun, elle peut se définir comme «l'ensemble des principes, des règles, des institutions et des moyens qui permettent de promouvoir et de garantir l'existence de tous les membres d'une communauté humaine. Sur le plan immatériel, les éléments du bien commun sont constitués par la reconnaissance, le respect et la tolérance dans les relations avec l'autre. Sur le plan matériel, le bien commun se structure autour du droit à l'accès juste pour tous à l'alimentation, au logement, à l'énergie, à l'éducation, à la santé, à l'information, à la démocratie et à l'expression artistique».

Derrière tout discours prônant l'élimination rapide et radicale de la «dette» par la restriction complète des dépenses publiques, n'y a-t-il pas un projet de société bien précis? N'est-il pas celui de favoriser une privatisation accrue des services collectifs comme la santé et l'éducation? Or, en réduisant substantiellement les dépenses publiques, des segments entiers de la population, en particulier la classe socio-économique moyenne, n'auront plus accès à ces services fondamentaux. Sans cet accès, des groupes, dont les plus vulnérables, seront relégués à la marge de la société contrevenant ainsi au principe d'un développement durable.

Une autre perspective existe également. Celle de considérer une «dette» publique comme un investissement dans la richesse collective qui a une incidence sur le bien-être de chaque personne. Par exemple, comment évaluer l'impact des bienfaits d'une forêt urbaine sur la santé d'une population? Cela diminue d'autant les coûts en santé. Une bibliothèque municipale est une richesse collective inouïe qui ouvre des horizons insoupçonnés. La richesse collective permet ainsi de réduire les écarts et d'établir une forme de solidarité entre les membres d'une société.

Lors des prochaines élections municipales, le choix dans les diverses villes et villages ne s'effectuera pas d'abord entre des candidats à la mairie ou conseillers, mais avant tout entre des projets de société distincts. Au jour du scrutin, ce sera à la collectivité d'indiquer son choix, mais pour cela, il importe d'aller voter.

> L'auteur est directeur général de la Corporation de développement communautaire Haute-Yamaska

## Valeurs et projets de société



l y a quelques jours, le Groupe actions solutions pauvreté (GASP), conjointement avec la Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska (CDC), a lancé une campagne de sensibilisation à propos de trois valeurs qui nous apparaissent fondamentales: la famille, l'environnement et l'entraide. Elles forment la base sur laquelle s'appuie un projet humaniste de société qui s'inscrit dans une dynamique de développement durable.

Certes, comme tout projet de société, ces valeurs ne sont pas neutres, elles représentent l'axe qui regroupe toute proposition économique, sociale et écologique. L'environnement illustre bien cette perspective. En effet, l'environnement ne constitue aucunement une norme éthique qui est ajoutée comme formule cosmétique à la société de marché, mais est la condition première, puisque sans un milieu écologiquement sain, toute vie est impossible.

Il en est de même pour la famille. Dans une optique de développement durable, la famille forme un réseau de personnes. Cependant, les diverses familles ne sont pas isolées les unes des autres; elles sont au cœur d'une toile sociale de vie. En d'autres termes, la famille, à l'instar de l'individu, est le résultat d'un riche et complexe réseau de relations

Quant à l'entraide, celle-ci redéfinit le concept d'économie en termes de solidarité. L'économie solidaire inscrit comme finalité la croissance des relations sociales et l'accès, pour toutes et tous, aux éléments fondamentaux de la vie humaine et citoyenne.

L'économie solidaire accorde une place centrale à la communauté, puisque notre individualité et notre bien-être résultent de notre interdépendance commune. Elle cherche en premier lieu le bien-être d'une communauté plutôt que la croissance. Ainsi, répondre aux besoins matériels et immatériels des personnes et des communautés représente l'objectif prioritaire plutôt que la maximisation des profits.

L'économie solidaire et écologique cherche à améliorer le processus de redistribution selon les principes d'équité sociale et environnementaux. De plus, la participation de toutes et de tous, par un processus démocratique, correspond au mode usuel de fonctionnement de ce type d'économie.

Comme on peut le constater, la notion d'entraide ne se limite nullement à la philanthropie, mais comporte des éléments qui réaménagent la structure économique actuelle en mettant en relief l'importance d'une accessibilité universelle

Il s'agit des valeurs qui orientent tant notre regard que nos actions quotidiennes. Il nous semblait incontournable de présenter aux citoyennes et citoyens les valeurs qui animent le milieu communautaire.

Le 1<sup>ee</sup> novembre prochain, votez pour des valeurs qui vous tiennent à cœur.

> Sylvain Dupont Directeur de la Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska (CDCHY)

### Peu de candidats ont répondu à l'appel

u début de la campagne électo-rale, la Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska (CDC) et le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) invitaient les candidats conseillers et maires à acheminer leur program-me politique. Toutefois, peu de candidats ont répondu à l'appel.

Les deux organismes souhaitaient par cet exercice connaître la position des candidats par rapport à trois valeurs prioritaires pour la CDC et le GASP, soit l'environnement, la famille et l'entraide. «Sur une possibilité de 72 personnes éligibles, 5 seulement nous ont transmis leur programme», ont mentionné en point de presse Catherine Lusson, coordonnatrice au GASP et Sylvain Dupont, directeur



Sylvain Dupont et Catherine Lusson.

général de la CDC. Comme l'ont spécifié les deux représentants, dans le cas où les candidats n'ont pas fourni de programme, l'analyse a été effectuée en fonction d'une revue de pres-se à l'aide d'informations diffusées dans les médias locaux. À noter que seules les municipalités, où se déroulent des élections, ont été retenues

pour cette analyse. Mme Lusson et M. Dupont ont noté que la plupart des candidats sortants adhéraient à ces trois valeurs. «C'est une continuité pour eux, car ils étaient en place. Dans ce cas, c'est peut-être plus facile pour ces candi-dats d'élaborer des projets concrets. Bref, peu importe qui est élu, il faut que ces derniers accordent une importance à nos valeurs», a déclaré M. Dupont. Il faut dire que les deux organismes n'ont pas relancé les candidats. Il fallait que ceux-ci se pro-noncent par eux-mêmes. Par ailleurs, les deux représentants ont remarqué que les jeunes candidats, faisant réfé-rence aux candidats conseillers, étaient plus sensibles à ces valeurs.

Mme Lusson et M. Dupont ne cachent pas leur déception quant aux résultats obtenus. «On trouve dommage qu'il n'y ait pas eu plus de réponses. On s'attendait à davantage d'engagements concrets de la part des candidats», a déploré Mme Lus-son. Les deux représentants se questionnent sur le peu d'importance donné pendant cette campagne à ces trois valeurs. «On a parlé beaucoup de la dette et des taxes, mais peu de ces valeurs qui sont au coeur des pré-occupations des citoyens», a soulevé M. Dupont.

Malgré le peu de réponses, les deux organismes continueront à faire la promotion de ces valeurs.

LA VOIX DE L'EST PLUS - MER CREDI 28 OCTOBRE 2009

#### Les grands oubliés de la campagne électorale



St-Hilaire

Est-ce un signe que les can-ats accordent peu d'importance es trois valeurs?», questionne vain Dupont, directeur génèral la Corporation de développe-

rants élus qui n'ont pas fourni effectué une analyse à partir de la liste de leurs engagements l'information qu'ils ont puisée électoraux, les organisateurs ont dans les médias locaux.



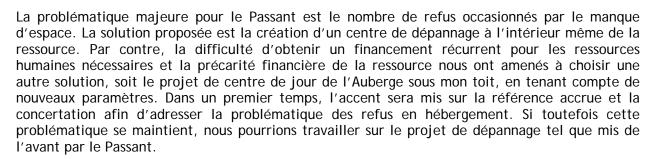
Le directeur de la CDC et la ment dans le sens des trois coordonnatrice du CASP se valeurs importantes, notent décisient de constater que la M. Dupont et M° Lusson dans dette est souvent le cheval de le rapport qu'ils ont remis aux baselle des que l'est étaites de le rapport qu'ils ont remis aux la constitue de la constitue de la constitue de la constitue noter part de ne pas vouloir reinir un débat sur la dette — mais sur lors sportives, le rabas jusqu'à d'autres thèmes — lance M. Du-50 % lors d'une inscription pour pour des valeurs et non pour un candidat. Le songinitateurs n'ont rien Les organizateurs n'ont rien Les organizateurs n'ont rien Les organizateurs n'ont rien un vive concernant les intentions voue voue

pont. Le message que l'on veut les loisirs ou par la consolidat ancre aux gens, c'est de voter tion de la politique familiabepour des valeurs et non pour un 
M' Lusson ne cache pasqu'els 
s'attendait à des réponses plus 
concrètes de la pard des candidats. 
Sans prendre d'engagements 
Coudés dans le béton, la coordon tantrice croyait qu'au moins les 
gens lancerlaint des ides suris transport en commune et l'uniprojet so discomptent mettre de 
gens lancerlaint des ides suris transport en commune et l'uniprojet so discomptent mettre de 
gens lancerlaint des ides suris transport en commune et l'uniprojet so discomptent mettre de 
gens lancerlaint des ides suris transport en commune et l'uniprojet so discomptent mettre de 
gens l'aux de des discomptent mettre de 
contract de l'entronnement. 
Le maire de Shefford. Yes 
Consello, la maire de Shefford. 
We 
losson A Granby, le maire 
de Saint-Cécile-de-Milkon. 
M' Lusson. A Granby, le maire 
gens l'entre de Shefford. 
Pes 
Paul Sarrazin, not aussi évoque 
les themes de la famille, de l'entraide 
un 
Richard Coulet abonde grande-

#### Comité Itinérance

Suite à des préoccupations soulevées à plusieurs reprises par l'assemblée des membres du GASP, l'organisme le Passant a eu le mandat de réunir des organismes concernés par l'itinérance et de réactualiser la discussion sur un projet éventuel en itinérance. Une première rencontre exploratoire a eu lieu en mars. Suite aux travaux de ce comité, les problématiques suivantes ont été identifiées :

- ① Manque de connaissance des ressources du milieu (communautaires et institutionnelles);
- ② Demandes d'hébergement communautaire excédant l'offre des ressources en hébergement de notre localité;
- 3 Exclusion sociale, solitude et isolement chez certains citoyens;
- ① Difficulté d'intégration socioprofessionnelle (études, emploi, autonomie financière) de certains citoyens;
- ⑤ Manque de suivi concernant certaines demandes de la part de personnes en difficulté. Manque de temps ou de ressources de la part des organismes pour effectuer ses suivis.



Les objectifs du projet qui a été nommé l'Azimut sont de :

- Aider les personnes soit à trouver un gîte en ville ou à l'extérieur de la région et/ou les référer à un organisme qui pourra permettre d'éviter que leur situation personnelle ne se détériore et ainsi répondre aux besoins d'hébergement communautaire non comblés;
- Favoriser une meilleure connaissance des ressources du milieu (communautaires et institutionnelles) pour la population;
- Contribuer à briser l'isolement et la solitude chez les personnes en difficulté en leur offrant un lieu de rencontre sécuritaire et neutre;
- Obtenir un portrait plus exact des demandes d'hébergement comblées par notre milieu et ou orienté à l'extérieur de la région.

Plusieurs rencontres élargies et en comité restreint devront avoir lieu afin de développer le projet. Des demandes de financement seront déposées à la Ville de Granby et au FDR à la fin avril. Ce projet est soutenu par un comité consultatif, mais l'Auberge est le porteur du projet. Ce comité consultatif devra se réunir dès la réception d'une réponse positive de financement afin de travailler sur les modalités de fonctionnement. Un partage de ressources d'intervenants est envisagé pour la réalisation du projet.



Parallèlement, des changements à l'organisme Partage Notre-Dame ont aussi eu lieu au cours de l'année et un rapprochement a été fait entre les deux projets. Nous avons offert notre collaboration au Partage et possiblement le partage d'un lieu. Ainsi, les repas pourraient être offerts à des personnes en difficulté par le Partage et l'Azimut offrirait soutien et accompagnement à ces mêmes personnes. Ceci serait une belle collaboration issue de deux concertations si cela se réalisait.

#### Membres du comité Itinérance

- Roxana Cledon, CSSSHY
- Sylvain Dupont, CDC de la Haute-Yamaska
- Mathieu Jean, travailleur de rue, L'Exit
- Mario LeBlanc, Maison Arc-en-ciel
- Yves Longpré, Le Passant
- Catherine Lusson, GASP
- Sylvie Martin, Transition pour elles
- Alain Massé, Auberge sous mon toit
- Jacques Riendeau, L'Autre Versant
- Jennifer Roy, Entr'elles
- Sarah Tremblay, travailleuse de milieu, La Barak

### Comité Logis-études

Ce comité s'est réuni à sept reprises en plus de nombreuses rencontres spéciales avec différents acteurs impliqués dans le dossier (garderie, Ville de Granby, résidents du secteur, architecte, etc.).



Les démarches de l'année ont débuté par une demande à la Ville de Granby de réserver le terrain de la rue Corbusier pour le logement social. Une rencontre a eu lieu avec le maire, monsieur Richard Goulet, et le directeur



général, monsieur Michel Pineault. Malgré les réticences des instances municipales, nous les avons convaincues du bien fondé de cette décision en nous basant sur des données concrètes : la proximité avec le CRIF élimine tout besoin de transport quotidien à l'école et à la garderie, et le centre-ville de Granby n'offre que très peu de terrains disponibles. Notre objectif était de convaincre la Ville que les objectifs du projet seraient mieux rencontrés avec ce terrain qu'en étant au centre-ville. Au mois de juillet, la Ville a réservé ce terrain lui appartenant pour le projet.

L'architecte a préparé de très belles esquisses du projet avec 24 logements et une garderie de 48 places. Une demande de changement de zonage a été déposée à la Ville et la population du quartier s'y est opposée dans un premier temps. Des rencontres d'informations ont eu lieu avec les résidents. Des modifications ont été apportées au projet; notamment en ce qui concerne l'arrière du bâtiment. Le changement de zonage a été accepté au mois de mai.

Un CPE a participé aux rencontres du comité pour une partie de l'année, mais leur C.A. a décidé qu'il ne pouvait pas s'engager à chapeauter un projet de l'envergure d'une troisième installation. Par la suite, une garderie privée a été contactée et nous a présenté un projet de 80 places. Un autre CPE nous a aussi signifié son intérêt pour le projet, ce qui nous oblige à revoir le processus de choix d'un partenaire exploitant la garderie attenante au logement. Des modalités seront à déterminer par le comité afin de pouvoir faire un choix éclairé et juste.

Une rencontre a eu lieu avec le responsable au ministère de la Famille pour la Montérégie au sujet de la recommandation de places en garderie. Il nous a informés qu'un projet innovateur aurait une meilleure chance d'être accepté puisque Granby a déjà reçu beaucoup de places en garderie récemment. Un partenariat et la garantie de pérennité du projet sont aussi de bons indicateurs pour un choix favorable. Par contre, peu après cette rencontre, des changements ont été apportés aux moyens d'obtenir des places en garderie. Nous sommes en attente d'information à ce sujet.

D'autre part, le projet sera déposé à la Société d'habitation du Québec (SHQ) sous peu. Le dossier peut avancer pour le moment, mais il nous faudra la garantie des places en garderie avant l'acceptation finale. Nous avons obtenu une subvention de la part de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour la mise en œuvre du projet. Quelques membres du comité ont visité le logement social avec garderie pour mères monoparentales de Magog.

Deux groupes de discussion (« focus group ») ont eu lieu. Un au CRIF avec des étudiants et un à la Maison Joins toi avec des personnes potentiellement intéressées à obtenir leur diplôme. Les conclusions de ces rencontres démontrent que les difficultés financières empêchent les personnes de compléter leurs études. Pour les étudiants les problèmes de transport, de garderie (accès et distance) et de logement (trop cher et insalubre) sont les problématiques les plus fréquemment rencontrées. Le manque d'information claire et précise semblerait être la problématique la plus importante pour les personnes qui souhaiteraient retourner aux études.

Pour l'année à venir, le comité devra choisir une garderie et faire la demande de places en garderie. Une rencontre avec Emploi-Québec est aussi prévue afin d'explorer la possibilité de partenariat. Des recherches de moyens de financer et de mettre en place un soutien communautaire pour les locataires seront aussi de mise. D'autres « focus group » auront lieu l'année prochaine afin de bien cerner les problématiques les plus importantes pour les étudiants et futurs étudiants. Nous entreprendrons des démarches afin de valider la possibilité d'inclure des étudiants du CRIF dans le processus décisionnel de l'élaboration du projet dans le cadre d'un cours en formation générale.

Nous espérons que le logement social sera prêt pour les locataires en 2012.

#### Membres du comité Logis-études

- Roxana Cledon, CSSSHY
- Guy Laflamme, GRT
- Sylvie Lafontaine, OMH Granby/Bromont
- Sylvie Larochelle, bureau de François Bonnardel, député de Shefford
- Catherine Lusson, GASP
- Jean-Yves Matton, CSVDC

#### PROJET LOGIS-ÉTUDES

#### PROJET LOGEMENT-ÉTUDE

#### Retourner aux études sans le souci d'un loyer

Ugo Giguère

upp giguere@moniourgaleynress com

Dans leur désir de retourner aux études, ce qui freine le plus souvent les candidats est l'argent. Parmi les factures à payer, la plus imposante reste le loyer. Pour aider les raccrocheurs, Granby mise sur le projet Logement-étude.

On prévoit donner le coup d'envoi aux travaux en 2011, mais déjà de bons pas ont été réalisés. Logement-étude vise la construction d'un immeuble de 24 logements réservés à des gens qui retournent aux études.

En février, la Ville de Granby a adopté une résolution qui l'engage à verser 850 000 \$ à ce projet de logements dédiés aux raccrocheurs. Lors de la dernière séance du conseil municipal le 6 juillet, la municipalité a annoncé qu'elle cédait son terrain du 964, rue Le Corbusier.

Ces deux décisions confirment que le dossier est bien en selle. Piloté par Catherine Lusson du Groupe Action Solution Pauvreté (GASP) et sous la direction de l'Office municipal d'habitation, le projet compte aussi sur l'appui de la commission scolaire, du Centre régional intégré de formation, du député François Bonnardel et du CSSS Haute-Yamaska.

«L'endroit est parfait! Juste en face du CRIF et à côté d'un CPE», mentionne Mme Lusson. Le CPE Le Soleil de Jeannot serait prêt à agrandir ses installations pour accueillir les enfants des familles logées par le programme.

«On s'est aperçu que plusieurs femmes làchaient leurs cours quand elles devaient voyager pour aller porter leur enfant et pour aller le chercher après l'école», affirme la coordonnatrice du projet.

Le problème du transport soulève aussi des questions, car les circuits d'autobus de Granby sont très longs. «Une heure d'autobus le matin et une heure le soit, c'est décourageant pour les jeunes mères», soutient Catherine Lusson.

Pour y remédier, Granby projette de revoir ses trajets. D'un autre côté, avec l'implantation de l'immeuble tout juste en face du CRII; le problème se voit réglé pour les raccrocheurs qui vont y demeurer.

On ne connaît pas encore les critères établis pour pouvoir obtenir un logement. Cependant, les candidats vont probablement devoir passer une entrevue pour démontrer le sérieux de leur démarche. On pourrait aussi viser particulièrement les jeunes familles et les jeunes mères.

Logement-étude s'inscrit dans le programme Accès Logis de la Société d'habitation du Québec. Un programme d'aide financière qui favorise la réalisation de logements sociaux et communautaires.

Plus précisément, le projet en question se classe dans le volet III qui propose des logements temporaires aux personnes qui effectuent une démarche de réintégration sociale et d'autonomie.



Catherine Lusson, du Groupe action solution pauvreté, coordonne le projet. (Photo Archives)

LA VOIX DE L'EST PLUS - MERCREDI 27 JANVIER 2010

Vous avez de 20 à 40 ans et vous désirez retourner aux études pour obtenir votre diplôme d'études secondaires?

#### Le Groupe Actions Solutions Pauvreté

vous invite à participer à un **groupe de discussion** afin de pouvoir connaître vos besoins. Les rencontres auront lieu dans un restaurant de Granby et une collation vous sera offerte.

> Dates disponibles au choix: le mardi 2 février à 19 h le jeudi 4 février à 10 h le mercredi 10 février à 14 h

Pour vous inscrire, veuillez contacter

Catherine Lusson au 450 378.0990

ou par courriel au gaspauvret@yahoo.ca

avant le lundi 1º février 2010.



SROUPE SCTIONS OLUTIONS

398036

#### RUE LE CORBUSIER

## Projet de 24 logements sociaux

#### MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU

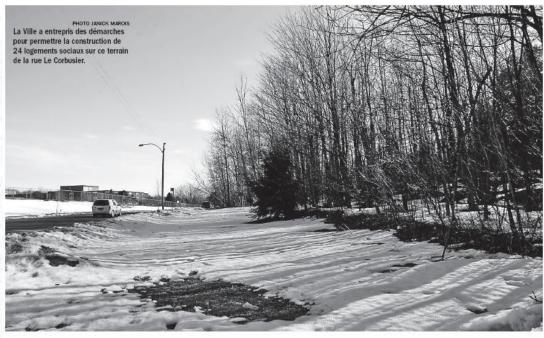
marie-france.letourneau@lavoixdelest.qc.ca

GRANBY - Granby pose de nouveaux gestes pour augmenter le nombre de logements sociaux sur son territoire. La Ville a entrepris des démarches pour permettre la construction de 24 logements, rue Le Corbusier. La particularité du projet: les chefs de famille monoparentale désirant effectuer un retour aux études représentent la clientèle visée.

Si le projet va de l'avant, les logements seront construits prati-quement face au Centre régional intégré de formation (CRIF). Détail intéressant: l'immeuble de deux étages comprendra une garderie. Mais aucune entente particulière n'aurait été conclue, pour le moment, avec le centre de la petite enfance Le Soleil de Jeannot, qui loge déjà à deux pas de là, au 1000 Le Corbusier.

La première pelletée de terre n'est toutefois pas pour demain. D'une part, la Ville a entrepris des démarches pour modifier le zonage de façon à permettre les habitations de 13 logis et plus avec garderie dans le secteur. D'autre part. le feu vert de la Société d'habitation du Québec, qui assumera la majorité du financement, devra être obtenu. Cette étape peut d'ailleurs être très longue. L'Office municipal d'habitation (OMH) d'un immeuble de 24 logements rue

plus de 3,7 millions \$. Elle allongera Richard Goulet.



de Granby a attendu deux ans avant de 500 000 \$ en argent et fournira le ter-pouvoir lancer en 2008 la construction rain d'une superficie de 73 000 pieds 500 000\$ en argent et fournira le tercarrés, d'une valeur de 400 000\$.

«C'est un très beau projet qui La Ville de Granby s'est pour sa répond à des besoins spécifiques part engagée à couvrir 25% des coûts en aidant des gens à retourner aux totaux du projet, estimés à un peu études», a commenté hier le maire

#### Idée du GASP

Le maire Goulet affirme que ce projet est une initiative du Groupe Actions solutions pauvreté (GASP). «Ils ont monté le projet et ils sont venus le montrer à la Ville et à l'OMH. Je ne vous cacherai pas parce qu'on avait toujours dit que les hydraulique. Le site devra aussi être logements sociaux devraient être au greffé d'une servitude d'aire de conser-centre-ville. Mais ils mont convaincu», vation et de mise en valeur du boisé explique le maire.

ceux de la rue Denison Ouest en celle de terrain de forme irrégulière a commentaires.

particulier, qui craignaient de perdre leur quiétude, la Ville a imposé certaines conditions à la réalisation du projet. Il a entre autres été entendu qu'aucun dynamitage ne sera effectué et le roc en place devra être brisé avec existant, question de s'assurer de la taine, et la coordonnatrice du GASP, Question de rassurer les voisins, présence d'un écran végétal. Une par- Catherine Lusson, pour obtenir leurs

aussi été cédée à un résidant de la rue Denison Ouest.

Lundi dernier, un avis de motion et l'adoption du premier projet de règlement ont lancé les procédures pour modifier le zonage. Une assemblée que je n'étais pastrop chaud en partant un marteau à impact à fonctionnement publique de consultation est prévue le 31 mars à 19h.

Il a été impossible hier de joindre la directrice de l'OMH, Sylvie Lafon-



Les logements sociaux projetés sur la rue Le Corbusier pourraient avoir cette allure. Mais ce n'est pas demain la veille que la première pelletée de terre sera donnée.

## Comité Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté.

Le comité pour l'organisation de la Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté s'est réuni à onze reprises durant l'année. Ceci inclut sept rencontres régulières, une rencontre pour la sélection des récipiendaires du prix GASP et de la Mention spéciale, la tenue de la conférence de presse et deux journées au cours desquelles les membres du comité ont eu la chance de démontrer leurs talents culinaires en aidant à préparer le souper.

Le comité a écrit des articles au sujet de la sécurité alimentaire, la rentrée et le logement dans le but de rencontrer le premier des trois objectifs de la Journée ; sensibiliser la population à la situation de pauvreté en Haute-Yamaska. Les deux autres objectifs de la Journée étaient de proposer des solutions et reconnaître ceux et celles qui se sont démarqués dans la lutte à la pauvreté au cours de l'année. Comme le comité souhaitait rejoindre le plus de personnes possible, il a été décidé que l'activité serait un souper animé au coût de 2 \$. Bien sûr, cette activité ne pouvait avoir lieu



qu'avec la participation des Cuisines Collectives qui ont accepté de nous seconder. Ils ont préparé le menu du souper, les coûts par portion, le repas et le service avec l'aide de bénévoles et du comité organisateur.

Plus de 200 personnes ont participé à l'activité qui fut un grand succès. Puisque l'activité avait lieu durant la campagne électorale municipale, tous les candidats à la mairie furent sollicités afin de servir le repas. Huit candidats ont répondu à l'appel et furent secondés au service par des bénévoles des Cuisines Collectives et d'Entr'elles. L'Atelier Théâtre a présenté trois sketches écrits par des jeunes de l'organisme Jardins de la Terre, dans lesquels ils présentaient des solutions à la pauvreté et l'exclusion sociale comme les groupes d'achat du Centre d'action bénévole de Granby, la colocation et le bénévolat.

Au cours de la soirée, le prix GASP fut décerné à Colette Riendeau qui, depuis de nombreuses années, siège en tant que présidente au comité consultatif des résidents de l'Office municipal d'habitation de la Ville de Granby et à ce titre s'implique activement à rehausser la qualité de vie des locataires. La Mention spéciale fut remise à Promutuel Valmont de Waterloo, une entreprise qui s'est démarquée en instaurant un programme de ristourne communautaire afin de réinvestir une part de ses profits dans le mieux-être de la collectivité. L'Atelier 19 a encore une fois créé bénévolement le prix GASP qui fut remis à Mme Riendeau.

Un des objectifs de ces activités est de valoriser les personnes les plus démunies de la société en leur accordant une place particulière dans la vie publique. C'est un moment où on reconnaît leurs souffrances, mais aussi leur potentiel. L'autre objectif majeur est de sensibiliser la population à ce que vit une partie de la population au quotidien, par le biais d'affiches et de silhouettes ainsi que par la présence d'intervenants sur place pour répondre aux questions. Nous souhaitons créer à travers ces activités un moment unique de solidarité pour tous ceux et celles qui exigent une place plus équitable au sein de notre communauté.

Le comité s'est déjà réuni à trois reprises pour l'organisation de l'activité de 2010 qui sera essentiellement sous la même, mais, avec des modifications afin de rendre la soirée encore plus agréable et accessible à tous.

D'autre part, nous avons présenté le projet du coffret d'animation pour les émissions «En dents de si» au Centre St-Pierre qui nous a préparé une soumission pour la réalisation du coffret. Ensuite, des démarches de recherche de financement ont eu lieu et une demande a été déposée au FDR en septembre. Une réponse positive du FDR a été reçue en février et les travaux sur le coffret devraient débuter en juin pour un lancement à l'automne ou à l'hiver.

#### Membres du Comité Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté

- Roxana Cledon, CSSSHY
- Sylvain Dupont, CDC de la Haute-Yamaska
- Catherine Lusson, GASP
- Josée Stebenne, Entr'elles

#### ARTICLES DE SENSIBILISATION

LAVOIX DE L'EST PLUS - MERCREDI 26 AOÛT 2009

### Conseils pour affronter la rentrée

Catherine Lusson Coordonnatrice du GASP

la rentrée scolaire. Les factures rus pour un enfant à l'école pri-s'accumulent. Même si certains maire: les fournitures à acheter pour les sorties éducatives — coûts sont inéluctables pour tous — de 50 \$ à 60 \$; le matériel environ 30 \$. les parents d'enfants d'age sco-les parents d'enfants d'age sco-laire, il est possible de faire face l'école — de 40 \$ à 80 \$; la sur-autres items obligatoires que

De nombreux parents font à ces dépenses avec un mini-veillance du midi — environ vee enfant doit avoir comme face à un très grand déflet beaucoup de stress quand approche Voici une liste des frais encou-scolaire pour ceux qui en ont ainsi que les vêtements et les Wici une liste des fraisencou-scolaire pour ceux qui en ont ainsi que les vêtements et les souliers.

Entre août et septembre, des parents d'un enfant de 5 à

12 ans devront débourser un Catherine Lusson minimum de 400 \$. Pour toute famille, la rentrée est coûteus mais pour ceux qui ont déjà de difficulté à la rentrée.

la difficulté à joindre les deux bouts cela peut relever du vent en effet référer au Centre d'action bénévole le nom de

sulve in aux oesoms de leurs Selon l'Association coopérative d'économie familiale CAB paie directement à l'école (ACEP), voici des éléments un partie ou la totalité des frais pour respecter votre budget pour le matériel didactique à la rentrée. Faites une lise boligatoire de ces familles. concise de vos besoins indisconcise de vos besoins indis-pensables et respectez-la. aussi de mettre les parents qui Déterminez votre budget pour les appellent sur une liste d'at-toutes les dépenses. Récultilesz: tente. Une fois que les deman-sac à dos, sac à lunch, crayons, gommes à effacer, ciseaux, par les écoles sont comblées, cartables, calculatrice et crayons les parents sur la liste d'attente de couleur. Dut reals vous pars, sont contactés. Malbauren. de couleur. Tout cela vous per- sont contactés. Malheureu-mettra d'économiser au moins sement, les montants dispo-

gasiner avec les enfants?

Pour les prestataires d'aide sociale, un montant est ajoute période (de la fin août à la misociale, un montant est ajoute pour chaque enfant d'age scolaire sur le chèque du mois d'août afin de subvenir aux coûts de la rentrée. Utilisez vienent de perdre leur emploi ce montant judicie usement en planifiant d'avance les achats indispensables pour Renseignez-vous sur l'aide disponible et suivez nos conseits pour classes, on peut aussi tenter de tous. Bonne rentrée!

faire une entente avec l'école de notre enfant concernant les frais



permet d'aider les familles en

familles ayant de la difficulté à subvenir aux besoins de leurs

40 % sur la facture finale.
Raites une liste avec vos ensants des besoins non indispensables. Faites un consensus avec eux sur un article qu'ils pourront choisir. Et n'allez pas ma gasiner avec les enfants.

Pour les prestataires d'alle.

Le Groupe Actions Solutions notre entant concernant les trais pour le matériel didactique Pauvrete (GASP) se préoccupe obligatoire; certaines écoles de personnes vivant des situa-acceptent que les frais soient timo difficiles. Il est composé carge en plusieurs fois.

Grace à une subvention de Centraide Richelieu-Yamaska et de faciliter les démarches des leuistates des Contes décestes en entretiens sentes. l'initiative des Centres d'action personnes en situation précaire bénévole (CAB) de Granby et de selon les missions et les limites Waterloo, Opération septembre de chacun.

## Quand se nourrir est un souci quotidien

Catherine Lusson Coordonnatrice du GASP

Collaboration spéciale

Pauvreté (GASP) se préoccupe de personnes qui vivent des situa- manger. S'il y a des imprévus est celui de la Haute-Yamaska) geler en prévision des longs tions difficiles. Il est composé d'organismes et d'institutions qui (une voiture qui tombe en pan- nes de cuisiner des plats à coût réfléchissent aux moyens de faci- ne. par exemple) on n'y arrive moindre. Non seulement les per-liter les démarches des personnes tout simplement pas. Afin de sonnes apprennent à cuisiner, ment de ces aubaines, il faut en situation précaire selon les missions et les limites de chacun. Voici le deuxième article d'une série de trois qui rejoignent deux objectifs: partager des situations difficiles qui peuvent toucher un grand nombre de personnes et tains organismes comme le Colfaire connaître les solutions qui lectif pour un Québec sans pau- se réunir en cuisinant. existent sur notre territoire.

de base, il ne reste tout simple- nale en mai 2009. ment pas assez d'argent pour s'offrir un panier d'épicerie con- de soutien plus adéquates soient à Granby (SOS) et à Bromont pour avoir accès à un panier être exhaustive, mais voilà venable à toutes les semaines. mise en place, certains organis- offrent aux personnes la possi-

mum garanti pour une person- sieurs de ces services sont ou- d'avoir accès à des légumes frais ne âgée) ou 18 000 \$ (salaire verts à toute la population, et de qualité à coût moindre. minimum à 40 heures/semaine), L'adhésion ne tient pas forcéil est difficile de s'en sortir. Après ment compte du revenu fami- on peut aussi se procurer des avoir payé le loyer, le téléphone lial, renseignez-vous... Le Groupe Actions Solutions et quelques factures de base, il ne reste rien ou presque pour la Montérégie (dont le territoire faire des conserves ou les conou des coûts supplémentaires offrent la possibilité aux personpaver ces factures imprévues, les personnes risquent de s'en- nomiques et nutritifs pour le assez d'argent d'avance pour detter, ce qui peut créer encore mois, elles peuvent socialiser et pouvoir se payer cet extra, avoir plus de difficultés lorsque le budget est déjà serré.

vreté préconisent justement Aujourd'hui, bien se nourrir l'augmentation des prestations. Centre d'action bénévole de banques alimentaires. Sur le ter-ment liée à notre budget, il est est devenu une préoccupation de base pour que les personnes Granby offrent à la population ritoire, il y a SOS Dépannage à constante. Pour certains, se dans ces situations puissent de participer à des achats de nourrir de façon minimale est vivre décemment. Une demande un souci quotidien. Pour les de hausse du salaire minimum prestataires d'aide sociale, les est aussi préconisée. Une péti- On peut réaliser des économies personnes travaillant au salaire tion à cet effet a circulé dans minimum ou à temps partiel, tout le Québec pendant un an une année coûte 5\$. Îl faut aus- ford, St-Joachim et Warden), et les personnes au chômage et les et a été déposée avec 98 727 aînes qui reçoivent une pension signatures à l'Assemblée natio- aider au partage des denrées Marguerite à Bromont. Comme ententes pour le rembourse-

En attendant que des mesures ron 7000 \$ par année (aide nus par différents moyens. Il est (selon l'endroit et la taille du lot), manger à sa faim est étroite-mieux et à sa faim.

sociale), 13 000 \$ (revenu mini- important de noter que plu- Ceci permet aux personnes

- · Les Cuisines collectives de apprendre à travailler en groupe. Les centres d'action bénévole de si la possibilité aux personnes de cuisiner ces ingrédients...
- légumes, la viande et le fromage. substantielles. L'inscription pour si prévoir quelques heures pour commandées.
- Il est évident que pour une mes communautaires tentent bilité de cultiver leur propre jardin personne seule qui reçoit envi- de pallier à ce manque de reve- à un coût variant de 10\$ à 25\$

- · En fin d'été et à l'automne, fruits et des légumes en grande quantité et à faible coût et en mois d'hiver pendant lesquels les légumes coûtent plus cher. repartent avec des plats éco- réunir trois conditions; avoir un congélateur ou un espace assez grand pour entre poser des Pour pallier à ce manque, cer- Granby et Waterloo offrent aus- conserves et surtout savoir
  - · En dernier recours, nous Catherine Lusson Les groupes d'achat du pouvons toujours aller dans les Granby (qui dessert Roxton groupes pour les fruits, les Pond, Ste-Cécile-de-Milton, St-Alphonse-de-Granby et Granby), le Centre d'action bénévole de Waterloo (pour Waterloo, Shefle Centre de dépannage Sœur les banques alimentaires n'ont ment de leurs dettes. Les jardins communautaires pas toutes les mêmes exigences former avant de se déplacer.



ARCHNES DE LA VOIX DE L'EST

important de parler des services de l'Association coopérative d'économie familiale de la Montérégie-Est (ACEF) qui offre des conseils budgétaires afin de permettre aux personnes de planifier leurs dépenses et d'éventuellement prendre des

Cette liste ne se prétend pas d'épicerie, il est mieux de s'in- quelques-uns des services qui pourront venir en aide à toute · Comme la difficulté de personne souhaitant manger

#### PRIX GASP ET MENTION SPÉCIALE

LA VOIX DE L'EST PLUS - MERCREDI 26 AOÛT 2009

## Lutte contre la pauvreté: des gestes récompensés

GRANBY — Depuis de nombreuses prix GASP pour souligner les politique, communautaire ou spéciale. Des formulaires sont transmis années, le Groupe actions solutactions d'un individu, et la mentante ou partier de la pauvreté a disponibles au bureau du GASP. spéciale pour relever les inits de multiples visages et que tous ont concernés (individu) sont l'engagement per le prix GASP (individu) sont l'engagement per les productions pauvreté au sur les pour souligner la journée (individu) sont l'engagement per les productions pauvreté au sur les pour souligner les pour souligner les politique, communautaire ou spéciale. Des formulaires sont transmis autres. Duris que l'action pauvreté au duris production souligner les pour sont souligner les pour souligner les pour

amners, le Groupe actorns soutactoris d'un midratud, et air mentions pauvreté organise une actitions p vreté. Le candidat (ou la candidate)
est une personne non reconnue nauté. Quant à la mention spéjusqu'à maintenant et n'est pas 
forcément bénévole.
Les critères pour la mention le soutien à la mise n place d'une 
spéciale pour une collectivité 
Coopérative de santé. La mobilientreprise, organisme, institution, syndicats et autres) de la 
main pour conserver ses services 
Haute-Yamaska sont: des actions 
concrètes réalisées en 2008- 
a été souligné.
2009 qui contribuent à améliorer 
les conditions de vie et leur impact sur la collectivité. Exemoles: 

Les candidatures doivent parpact sur la collectivité. Exemoles: 

Les candidatures doivent par-

2009 qui contribuent à améliorer les conditions de vie et leur impact sur la collectivité. Exemples garderie dans une entreprise, 2009, soit par la poste (31 4 rue conciliation famille/travail.... A noter que la mention est donnée pour une année au récipiendaire et l'année sui- n'écipiendaire et l'année sui- n'ecipiendaire et l'année sui-



On aperçoit ici Raymond Loignon, maire de Roxton Pond, recevant la mention spéciale de M. Beauregard, maire de St-Joachim de Shefford, le 17 octobre 2008.

#### Mercredi 26 août 2009 JOURNAL L'EXPRESS 9 Recherche de candidatures pour



GASP recherche des candidatures potentialies pour ses pirt 2009. On recher-che une personne non comorne qui d'impage personnellement de à tong terme dans la lutte à la pauvreté. La Mentien spéciale porte être attribué à butte forme de groupe e la Mater-àmanista dont les actions concrétes cette année ont eu un impact dans l'amélioration des conditions de viu. Les candidatures doivent être reques puits carte (e 24 septembre au 31 éru e lapointé à Orim-by ou per courriel au gaspaurrété/synhocze. Sur la photo, on voit le mairs de Rosation Pour, Raymond-Lapona, dont la unuicabilité à requi can Desarte Pour, Raymond-Lapona, dont la unuicabilité à requi can calle 2008, des mains du maire de St-Joachim, René Beaurepard.

MERCREDI 14 OCTOBRE 2009 - LA VOIX DE L'EST PLUS

#### Sensibiliser les gens à la pauvreté et à l'itinérance



CE VENDREDI 16 OCTOBRE À GRANBY

#### Un bon repas et une nuit au grand air pour lutter contre la pauvreté

Pour éveiller la population au phénomène de l'itinérance et de la pauvreté, le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) concoctera un repas digne des grands chefs dans le cadre de la Journée internationale pour l'édimination de la pauvreté, ce vendredi 16 octobre. Et pour dessert, une nuit à la belle étoile au centre-ville de Granby lors de la 6° Nuit des sans-abri.

Le sous-sol de l'édifice La Ruche aura des allures de restaurant. Et pour une bonne cause. Un souper de saison à 2 \$ le couvert vous sera servi, à 17h15 et à 18h, lors de ce repas où l'on abordera les thèmes de la pauvreté et de l'itinérance. Au menu: velouté de légumes du potager, sauté de poulet à l'orange ou pain de viande au tofu servi sur rizaux herbes de Provence et légumes du potager (...). «On voulait rejoindre la popula-

«On vousul rejoniare la popula-tion d'une autre manière et pourquoi pas un souper. Ce souper animé se reut une belle occasion de parler de pauvreté et de présenter des solu-tions», déclare le porte-parole de la Corporation de développement com-munautaire de la Haute-Yamaska, Schaire Duccas.

le prix GASP afin de souligner les actions d'un citoyen et la Mention spéciale pour relever les initiatives

d'une collectivité de la Haute-Yamaska. L'an dernier, le GASP a décerné ces reconnaissances à Ginette Jacques, de Waterloo, et à la municipalité de Roxton Pond.

Après avoir dégusté le repas, les convives et le grand public sont invités à participer à la 6' édition de la Nuit des sans-abri aux abords de l'église Notre-Dame (à l'angle des rues Principale et Saint-Antoine). Une expérience volontaire à vivre pour mieux comprendre le quotidien des gens de la rue.

De 18th à 6th le lendemain matin, plusieurs activités seront proposées aux passants, dont une prestation du

plusieurs activités seront proposées aux passants, dont une prestation du groupe Hellbilly's à 21h ainsi qu'une soupe populaire à minuit.

«Le but de cette vigile de solidarité est de rappeler qu'en 2009, il y a encore des gens dans la rue», indique le directeur général de l'abbrege sous mon Toit, Alain Massé, l'itinérance n'est pas sur le point d'être reléguée aux oubliettes. Des organismes d'aide comme le sien sont aux prises avec une recrudescence des demandes de soutien depuis quelques années. «En 2006-2007, on a reçu 184 demandes Source neyens queces anness, as 2006-2007, on a reçu 184 demandes à l'Auberge. En 2008-2009, on a traité 255 demandes et on a toujours 20 lits à notre disposition», admet-il. L'année dernière, pas moins de 500 personnes ont pris part à l'évêne-ment orchestré par le GASP.



Beau temps, mauvais temps, la 6º Nuit des sans-abri aura lieu sur le site de

Le Groupe Actions Solutions Pauvreté invite la population à un SOUPER DE SAISON ANIMÉ dans le cadre de la Journée internationale de l'élimination de la pauvreté Le vendredi 16 octobre 2009 de 17 h à 19 h dans la salle 100, au sous-sol de La Ruche au 279, rue Principale, Granby, Coût : 2 \$, gratuit pour les enfants de 0 à 5 ans Deux services : 17 h 15 et 18 h Remise du prix GASP et de la Mention spéciale de reconnaissance à 18 h 30 Des billets seront en vente à la porte. Pour toute information, communiquez avec Catherine Lusson au 450 378-0990 ou oar courriel : gaspauvret@vahoo.ca

MERCREDI 14 OCTOBRE 2009 - LA VOIX DE L'EST PLUS 25

#### Mercredi 14 octobre 2009 JOURNAL L'EXPRESS 15



Sylvain Dupont, de la CDC de la Haute-Yamaska, et Alain Massé, de l'Auberge sous mon Toît, ont dévoilé les grandes lignes de ces deux activités de sensibilisation lors d'un point de presse

#### SAMEDI 17 OCTOBRE 2009 - LA VOIX DE L'EST



#### Dans la peau d'un itinérant, le temps d'une nuit

Granby (EFG) — À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, la population de Granby (EFG) — À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (la population de Granby (L'événement organisé par le Groupe Actions Solutions Pauvreté visait à sensibiliser les citoyens aux difficultés de ceux qui vivent dans la pauvreté et l'itinérance. Malgré le froid, plusieurs dizaines de citoyens ont accepté de se mettre dans la peau d'un itinérant, pendant quelques heures. En début de soirée, un souper a été servi dans le sous-sol de l'édifice La Ruche. Pendant le repas, les convives ont été entretenus sur le thème de la pauvreté dans la région. Les organisateurs ont aussi remis un prix à un citoyen et à un organisme qui se sont démarqués dans la collectivité.

#### Le GASP honore Promutuel Valmont



Dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le 16 octobre dernier, le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) a souligné les efforts d'une personne et d'une organisation de la Haute-Yamaska pour lutter contre la pauvreté sur le territoire. La «Mention spéciale» 2009 a été décernée à Promutuel Valmont, de Waterloo. Cette entreprise s'est démarquée en instaurant un programme de ristourne communautaire afin de réinvestir une part de ses profits dans le mieux-être de la collectivité. Ils ont contribué aux projets de plus d'une dizaine d'organismes au cours de l'année 2008. Quant au «prix GASP» 2009, il a été remis à Colette Riendeau, qui depuis de nombreuses années, siège en tant que présidente au comité consultatif des résidents de l'Office municipal d'habitation de la ville de Granby. La lauréate s'implique activement à rehausser la qualité de vie des locataires. Sur la photo, à l'avant, Jean-Claude Lussier, Jacinthe Phaneuf, Martin Paquette, de Promutuel Valmont, et Catherine Lusson, coordonnatrice du GASP, et Roger Viau, de Promutuel Valmont. À l'arrière, Pierrette Berlinguette, de Promutuel Valmont.

Mercredi 18 novembre 2009 JOURNAL L'EXPRESS 19

#### PLACE AUX ENTREPRISES D'ICI

#### Symbole de fidélité et de confiance



Membre du C.A. de Promutuel Valmont, de gauche à droite, avant: Jacinthe Phaneuf, directrice générale, Noëlle-Ange Laramée Arès, présidente, et Lorraine Daudelin, arrière: Clément Beauchemin, vice-président, Jean-Claude Lussier, Martin Paquette, Roger Viau et Pierrette Berlinguette.

omutuel Valmont fait parti du monde de l'assurance depuis Non content de donner un servi-plus de 100 ans. Cette mutuelle ce hors pair, Promutuel Valmont Promutuel Valmont fait parti du monde de l'assurance depuis plus de 100 ans. Cette mutuelle établie par la famille Dorais a grandi pour devenir une société mutuel-le qui compte aujourd'hui plus de 15 000 membres. Une histoire de réussite, mais aussi de confiance... mutuelle.

Activement impliquée dans leur communauté, Promutuel Valmont dessert plus de 66 municipalités et c'est dans une approche de cordiali-té et de respect pour ses membres que l'entreprise se distingue de tout autre. Pales une nous impliautre. «Puisque nous nous impli-quons dans la région, cela nous rend plus accessibles, plus concernés aussi», indique Mme Jacinthe Phaneuf,

pas accessions pur contention as is, indique Mme Jacinthe Phaneuf, directrice générale. Cette complicité avec leurs membres, l'ouverture d'esprit de l'équipe qui compte 47 employées et du conseil d'administration de Promutuel Walmont leur permet de servir une clientele diversifiée et de répondre à leurs besoins spécifiques. Que ce soit pour de l'assurance aux particuliers, aux entreprises ou pour des fermes, les produits offerts par Promutuel Valmont sont soutenus par une équi pe dynamique et un solide réseau de plus de 16 courtiers. Ce qui fait de l'entreprise une belle force régionale, impliquée et déterminée.

ce hors pair, Promutuel Valmont s'implique aussi au niveau social en mettant sur pied une ristourne comunautaire qui sert aux organismes de la région. L'entreprise est comme la marche Relais pour la vie. all est important pour nous de faire notre part. Nos employés sont personnellement impliqués dans divers organismes. Je fais moi-même du mentorats, mentionne Mme Phaneuf.

mentorats, mentionne Mme Pha-neuf.
Le groupe a d'ailleurs reçu une reconnaissance importante, celle du Groupe d'aide pour la lutte contre la pauvreté. Une distinction que parta-gent fièrement tous les membres. Promutuel Valmont est une belle réussite régionale qui se propage dans ses actions de tous les jours.



#### Comité Nuit des sans-abri

Ce comité s'est réuni à quatre reprises durant l'année afin de planifier l'organisation de la Nuit des sans-abri. Le comité a aussi participé aux trois rencontres du comité national. Une conférence de presse a eu lieu en octobre.

Une recherche de commanditaires de vêtements chauds a été entreprise en début d'année afin de pouvoir les remettre aux personnes présentes à la Nuit. Un magasin de Granby a donné plusieurs sacs de vêtements qui ont été distribués. Le bureau du député fédéral a aussi fait don d'une trentaine de couvertures qui ont été très appréciées par les participants présents tard dans la nuit.

Plus de 300 personnes ont participé à la 6<sup>e</sup> édition de la Nuit des sans-abri à Granby sur le terrain de la paroisse Notre-Dame. Ce fut une vigile de solidarité passée à la belle étoile. Nous avons remis à



chaque personne sur le site une épinglette en laine fabriquée par l'Atelier des Anges. La soirée s'est bien déroulée avec la lecture de messages d'espoir et de lettres en provenance d'autres villes, de discussions et d'échanges sur l'itinérance. Les Hellbillys ont offert un spectacle extraordinaire pendant une heure sur les marches de l'église Notre-Dame.

Sarah Tremblay, avec l'aide de quelques jeunes, a encore fait un travail extraordinaire en réalisant le logo de la Nuit sur le 2<sup>e</sup> côté de la remorque de 48 pieds prêtée par l'entreprise de monsieur François St-Onge de Ste-Cécile-de-Milton et qui a été garée devant le site pendant la Nuit.

Une division des scouts de Granby nous a prêté sa grande tente, ce qui nous a permis d'économiser le coût de la location d'un chapiteau. Une soupe populaire faite par l'Auberge a été servie vers minuit à une centaine de personnes qui ont bravé le froid. Tout au long de la nuit, des jeunes et des moins jeunes ont défilé sur le site de l'église Notre-Dame et ont partagé leur solidarité. La vigile a duré jusqu'à 6 heures le lendemain matin.

Nous sommes heureux de constater qu'à chaque année, de plus en plus de partenaires s'impliquent et offrent leur collaboration par des dons de temps ou de matériel à la Nuit des sansabri.

Le comité se réunira en avril afin de débuter la planification de l'activité de 2010. Un nouvel organisme s'est ajouté au comité. L'objectif de cette année est encore de toucher le plus de monde possible en mettant l'accent sur la publicité locale et en ayant plus d'animation durant la soirée. Nous ferons don de vêtements chauds selon les moyens du comité. L'activité aura lieu suite à l'événement de la Journée Internationale de l'élimination de la pauvreté. Un lien entre les deux activités sera fait de manière plus prononcée.

#### Membres du Comité Nuit des sans-abri

- Patrick Adam, L'Exit, Maison des jeunes de Waterloo
- Steve Bouthillier, Le Passant
- Catherine Lusson, GASP
- Sylvie Martin, Transition pour elles (pour 2010)
- Alain Massé, Auberge sous mon toit
- Josée Stebenne, Entr'elles
- Sarah Tremblay, travailleuse de milieu, Maison des jeunes de Granby

Voir coupures de presse du comité précédent.

#### Comité Sécurité alimentaire

Le comité Sécurité alimentaire s'est réuni à sept reprises durant l'année, en plus des rencontres pour l'organisation d'activités particulières. Plusieurs dossiers ont été traités, en plus d'effectuer des suivis des projets subventionnés par la Direction de la santé publique (DSP). Ces projets, notamment les groupes d'achats (CAB Granby), la Graine à l'Assiette (l'Exit de Waterloo), les cuisines collectives pour travailleurs (CCM), les Jeunes Cuistots (CAB Waterloo) et le soutien à la concertation (GASP) déroulent fort se bien. Exceptionnellement cette année, les jardins de S.O.S. Dépannage ont été inopérants à cause de l'agrandissement de



l'organisme, mais ils seront à nouveaux en place pour l'année à venir.

Le GASP a notamment pu bénéficier d'une subvention plus importante cette année car celle attribuée aux Jardins communautaires de S.O.S. Dépannage lui a été transférée. Le comité a décidé d'utiliser ces fonds pour la réalisation du site Web du GASP qui contient des informations importantes au niveau de la sécurité alimentaire et qui est maintenant en ligne au www.gasphy.net. L'autre partie du financement a été attribuée au développement d'outils promotionnels pour informer la population des services en sécurité alimentaire sur le territoire. Celui-ci sera complété d'ici la fin juin et sera distribué parmi la population qui connaît moins bien les services en sécurité alimentaire.

Plus de cinquante personnes ont participé à une animation offerte au mois de mai dans un HLM de Granby dans le cadre du projet «Jardinons nos balcons».

Le comité a aussi bénéficié d'une subvention non-récurrente de 8000 \$ de la DSP pour les déterminants sociaux. Celle-ci a été utilisée afin de faire la promotion de la sécurité alimentaire avec des élèves au primaire et au secondaire. Le Centre d'action bénévole de Waterloo a organisé une activité avec des élèves de l'école Centrale de St-Joachim-de-Shefford ; un déjeuner santé que les élèves ont ensuite pu refaire à la maison pour leurs parents. Diverses activités en lien avec la cuisine de l'Exit de Waterloo ont aussi été entreprises; notamment un guide pour stagiaire et une visite à S.O.S Dépannage par des jeunes qui fréquentent l'Exit. À Granby, les cuisines collectives, la Ferme Héritage Miner, le GASP et le Centre d'action bénévole de Granby ont organisé une journée d'activités avec des élèves en cheminement particulier de l'école Sacré-Cœur. Un atelier de cuisine, un atelier de jardinage et un sur les groupes d'achats ont eu lieu pour une vingtaine d'élèves. Toutes ses activités furent très appréciées. D'autres activités sont à prévoir pour compléter la promotion de la sécurité alimentaire auprès des élèves, notamment par S.O.S Dépannage et le GASP.

Le comité a poursuivi les actions auprès de la Commission scolaire du Val-des-Cerfs (CSVDC) afin de l'inciter à collaborer avec le milieu et à se préoccuper de la sécurité alimentaire dans les écoles. Une rencontre en juin nous a permis d'exprimer notre souhait de collaborer avec la CSVDC autour de cette problématique. Loin d'avoir la réponse aux questions, nous voulions les inciter à réfléchir et aussi à sonder les écoles pour savoir si la sécurité alimentaire est réellement un problème. Une autre rencontre a eu lieu afin de déterminer quelles actions concrètes pourraient être prises. Des pistes d'actions ont été identifiées, notamment un sondage parmi les enseignants afin de connaître l'ampleur du problème et un recensement de toutes les activités de la part d'organismes, associations ou autres autour de ce thème dans les écoles de la Haute-Yamaska. Notre intention est de poursuivre cette collaboration avec la CSVDC afin de les encourager à adopter une politique en sécurité alimentaire.

À l'invitation de Jeunes en forme Haute-Yamaska, plusieurs membres du comité ont participé à élaborer une grille qui servira de référence pour des interventions en sécurité alimentaire auprès des élèves.

Le GASP a déposé une demande de financement à Nouveaux Horizons de 24 000 \$ pour la réalisation d'un projet de jeu de cartes portant sur de saines habitudes alimentaires et celle-ci a été acceptée. Le projet sera réalisé cette année et le lancement du jeu de cartes devrait avoir lieu au cours de l'hiver.

Le plan d'action du comité sera aussi réactualisé en tenant compte des réalisations et des besoins identifiés.

#### Membres du comité Sécurité alimentaire

- Josée Archambault, CAB Waterloo
- Roxana Cledon, CSSSHY
- Norman Dunn, S.O.S Dépannage
- Mylène Gagnon, Cuisines Collectives de la Montérégie
- Caroline Gosselin, Ferme Héritage Miner
- Catherine Lusson, GASP
- Nathalie Roberge, CAB Granby
- Daniel Rondeau, l'Exit de Waterloo

#### ACTIVITÉS DE PROMOTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

MERCREDI 22 AVRIL 2009 - LA VOIX DE L'EST PLUS

## La marmaille à ses chaudrons

es jeunes de 5° année de l'école primaire Saint-Bernardin de Waterloo sauront se débrouiller dans une cuisine. Une fois → pas mois, les apprentis cuistots ont droit à un cours de cuisine sous-soi de l'église de la municipalité.

#### Cynthia St-Hilaire

Direction de la santé publique de yeux des radis et son nez, un bout la Montérègie (DSPM) permet au de carotte.

Sean Julien a plutôt fabriqué la Montérègle (DSPM) permet au de carotte. CCABW) d'offrir des ateliers de cuisine aux jeunes depuis février 2004. Pago 4. La DSPM alloue 6000 \$ par

année pour le projet jeunes cuis-tots Chaque mercredi matin, l'une des quatre classes de 5º année se E.T., tandis que son copain, rend cuisiner à l'église. Leur pro-Laurent Minville, s'est amusé à fesseur et des bénévoles du CABW donner forme à un nain

ustensiles. Puis des recettes de légu- Laurent. Quand tu connais com-mineuses, de tofu, d'accompagne- ment faire, ça commence à être ments ainsi que la création de le fun.»

Camille Benoit-Stratford a conçu un cuisiner avec un gros piment vert en guise de visage. Un cham-WATERLOO pignon lui sert de chapeau, ses cheveux sont en luzerne, sa Une aide financière de la bouche un morceau de tomate ses

veillent sur eux.

Ces jeunes jugent-ils avoir
Les mets qu'ils cuisinent sont appris quelque chose dans ces
toujours froids. Les élèves appren- aiteliers de cuisiner «Avant, la cuinent d'abord à manipuler différents sine je n'aimais pas ça, avoue

rouleaux impériaux et de salades leur sont enseignées.
Au passage de l'hebdomadaire Camille dit ne pas avoir beau-



jeunes avaient pour mission de faire je peux cuisiner à la maison ou un montage avec divers légumes. au restaurant , dit la jeune fille. Sean, Laurent et Alexandre se sont amusés à créer une œuvre avec des légumes.

PHOTO CYNTHIA ST-HILAIRE



Pour souligner la 13<sup>e</sup> édition de la Journée nationale des cuisines collectives, une vingtaine d'élèves en adaptation scolaire de l'école secondaire Sacré-Cœ 203 de La Ruche, vendredi dernier. Lors du passage du *Plus*, Richard Goulet était sur place afin de donner un petit coup de main aux élèves du groupe du matin.

a sentait bon au deuxième étage de La Ruche, vendredi matin dernier. Les effluves de tomates et d'épices émanaient du local 203,
à les sensibiliser aux ressources du trop des cuisines collectives, l'année prochaine. «On a vraiment des leives de l'école secondaire Sacré-Cœur concoctaient leur milieu communautaire et, du coup, c'est parce que nous avons déjà du fun, et j'apprends vitel, a dit menu du midi, composé d'une soupe aux légumes, d'un chili servi sur les caire connaître à leurs parents.

«Les cuisines collectives et à la faire connaître à leurs parents.
«Les cuisines collectives exisets lâ, mais seulement la moitié que le jeune homme avait déjà des cuisines collectives. Il sont même distribué une partie de leurs tent depuis 1992, et c'est un sersette d'un pain aux zucchinis, dans le cadre de la Journée national des cuisines collectives. Il sont même distribué une partie de leurs tent depuis 1992, et c'est un sersette d'un pain aux cuchinis, dans le cadre de la Journée national des cuisines collectives exisets la fine de leurs et d'europe de le leurs et d'europe de leurs et d'europe manage de parse d'en partie de leurs et d'europe manage de parse qu'il avid europe de leurs et de leur recettes à l'organisme SOS Dépannage.

Caroline Boisclair caroline.bolsclair@lavolxdelest.qc.ca

Pour la 13e édition de cet événement annuel, organisé en collaboration avec le Comité en sécurité à SOS Dépannage. qu'ils puissent préparer les recettes expérience de cuisine collective. «J'aime qa parce qu'on est la vie spirituelle et à l'engagement une vingtaine d'élèves en adaptation d'élèves na dataptation d'élèves na de l'école secondaire Sacré-Cœur avant de repressant l'élèves na des de l'école secondaire Sacré-Cœur avant de repressant l'élèves na dataptation d'élèves na dataptation d'élèves

linaire hors du commun. Le groupe de la Montrérègle, Mylène Gagnon.

de portions pour l'ensemble des participants, tandis que legroupe de participants, tandis que legroupe de participants, tandis que legroupe de l'apriticipants, tandis que legroupe de participants, tandis que legroupe de mais cette fois afin de les remettres anaces et d'outiller les genour bestimats de nouvelles connaiss. The control of the mais cette fois afin de les remettres ances et d'outiller les genour bestimates de l'equi a la custain à l'école ressources financières et qu'on Abin a lui aussi bien aimé l'expédes commandites », a expliqué nice, qu'il avait déjà vécue avec Nicole Beaudoin auparavant.

Au nombre des participants. «Ça fait partie de ce qu'ils apliqué des commandites », a expliqué nice, qu'il avait déjà vécue avec Nicole Beaudoin auparavant.

Au nombre des participants «Ça fait partie de ce qu'ils apliqué des commandites », a expliqué nice, qu'il avait déjà vécue avec Nicole Beaudoin auparavant.

Au nombre des participants «Ça fait petre de coutile ressources qu'il avait cuisin à l'école ressources parce qu'il avait cuisin à l'école ressources parce qu'in avait cuisin à l'école de mouve le parce qu'in avait cuisin à l'école de sait cuisin à l'école la directric des fources et qu'in apric qu'in avait cuisin à l'école de couties parce qu'in avait cuisin à l'école de sait cuisin à l'école l'école parce qu'in avait cuisin à l'école de source parce qu'in avait cuisin à l'école parce qu'in avait cuisin à l'école de coutie parce qu'in avait cuisin à l'école de province qu'il avait cuisin à l'école de c

mais cette fois, afin de les remettre sances et d'outiller les gens pour beaucoup aimé cette troisième quelque chose de motivant, on se Cœur ont troqué les bancs d'école l'engagement communautaire de de ces activités, ce qui explique la bouchard, âgée de 15 ans, c'était dre la direction des chaudrons en pour aller vivre une expérience cu- l'établissement. Elle les accompa- popularité de l'organisme. une belle occasion de se préparer compagnie des élèves.

#### Journal L'Express Mercredi 31 mars 2010

#### LE MAIRE RICHARD GOULET: **CUISINIER À SES HEURES**



Les Cuisines Collectives de la Montérégie ont convié le maire Richard Goulet à une expérience culinaire en compagnie d'étudiants de l'école secondaire Sacré-Coeur de Granby, le 26 mars dernier. Cette activité s'inscrivait dans le cadre de la Journée Nationale des Cuisines Collectives. Le maire et les jeunes cuistots ont mis la main à la pâte en préparant une soupe aux légumes, un Chíli sur un nid de riz et des pains aux zucchinis pour le repas du midi. En après-midi, M. Goulet a remis son tablier au député provincial de Shefford, François Bonnardel. Ce dernier s'est absenté de l'Assemblée nationale le temps de concocter le repas du soir pour les gens de SOS Dépannage Granby et région avec un second groupe d'élèves. Sur la photo: le maire Goulet et son équipe de cuisiniers.

### Groupe Actions Logement-Habitation (GAL-H)

Le GAL-H s'est réuni à six reprises cette année afin de travailler sur les actions prévues dans son plan d'action 2008-2010 et de suivre aussi plusieurs dossiers de l'actualité.

Tout d'abord, nous avons continué les actions par rapport à l'adoption d'un code du logement pour toutes les municipalités de la MRC. Suite à une analyse professionnelle, le règlement sur la salubrité et la sécurité de la Ville de Granby a obtenu une note de passage assez favorable.



Nous continuons les démarches afin de rencontrer l'inspectrice en chef de Granby ce qui devrait nous permettre de mieux connaître la réalité sur le terrain. Par ailleurs, Waterloo a adopté un règlement sur la sécurité et la salubrité au cours de l'année. Une autre municipalité de la MRC a aussi démontré un intérêt pour avoir des informations à ce sujet ;ainsi, nous poursuivrons notre travail sur ce dossier à une échelle locale. Au plan provincial, des actions sont à envisager afin d'encourager l'adoption d'un code du logement provincial.

Suite à des actions entreprises l'an passé, le comité a continué ses démarches pour obtenir une réglementation pour le maintien de la mixité résidentielle et commerciale au centre-ville de Granby. Nous avons tenté de travailler avec le comité de revitalisation du centre-ville et fait des recherches pour savoir s'il existe des villes où une réglementation a été adoptée à ce sujet et qui pourrait être utilisée comme exemple. Malheureusement, ces démarches n'ont pas porté fruit. Le GAL-H tentera d'intégrer ou à tout le moins travailler avec le sous-comité socio-économique du comité de revitalisation du centre-ville qui déposera son plan d'action sous peu. Nous continuons de penser que le maintien d'une mixité au centre-ville est très important pour la qualité de vie de ses résidents.

Des démarches ont eu lieu afin d'inciter la Ville de Granby à réaliser un répertoire de logements adaptés et d'accessibilité universelle tel qu'il était inscrit dans son plan d'action visant l'intégration des personnes handicapées (Loi 56). Des recherches ont été faites afin de connaître les modalités de la réalisation du répertoire et les possibilités de financement. Des discussions avec MADA, le Chantier déficience physique du CSSSHY et la table de concertation des personnes handicapées ont établi que la Dynamique des Handicapés Granby et région était l'organisme le mieux placé pour réaliser le répertoire. Des demandes de financement ont été déposées et le projet devrait débuter au courant de l'année 2010.

Le GAL-H a également soutenu le comité du Pavillon Gévry-Lussier dans ses démarches de réalisation d'un projet de logement social à Ste-Cécile-de-Milton. Le projet a été déposé à la SHQ. Du financement a été obtenu de la SCHL ainsi que du Pacte rural. Des changements au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire nous obligent à répéter les actions déjà entreprises auprès de celui-ci afin que la SHQ modifie ses exigences pour la construction de logements sociaux en milieu rural.

Le comité a écrit une lettre à la Ville de Granby lui suggérant de fixer dès maintenant un pourcentage de logements sociaux ou de terrains réservés pour développer ce type de logements dans les nouveaux développements domiciliaires, comme les Terres Miner. Ceci permettrait de pouvoir s'appuyer sur un règlement et non seulement sur la bonne volonté du conseil en place et de faciliter le développement de projets de logements sociaux futurs.

Une représentante de la SCHL nous a présenté les différents programmes disponibles pour les organismes. Nous nous sommes tenus informés des avancées du projet de logement social pour les personnes âgées sur la rue Drummond ainsi que le projet logis-études. Et finalement, six étudiants en médecine de l'Université de Sherbrooke ont rencontré les membres du GAL-H. Les étudiants s'intéressaient à la relation entre la pauvreté, le logement et la santé. La rencontre a été très stimulante et les étudiants ont été impressionnés par la qualité de la mobilisation sur notre territoire.

Le plan d'action sera retravaillé et réactualisé pour l'année 2010-2011. Plusieurs actions ont été réalisées et nous allons nous attaquer à d'autres problématiques identifiées sur le territoire en matière de logement et d'habitation.

#### Membres du Groupe Actions Logement-Habitation (GAL-H)

- Martine Bédard, DHGR
- Luce S. Bérard, AFÉAS
- Roxana Cledon, CSSSHY
- Lucille Dignard, ASPHY
- Sonya Évraire, Habitations Partagées
- Gérard Gévry, Pavillon Gévry-Lussier
- Sylvie Lafontaine, OMH Granby/Bromont
- Catherine Lusson, GASP
- Hélène Plourde, ACEF Montérégie Est
- Nathalie Roberge, CAB de Granby

#### LOGEMENTS SOCIAUX

### Les logements sociaux recherchés

CYNTHIA ST-HILAIRE

#### csthilai@lavoixdelest.qc.ca

Granby — Les noms sont toujours nombreux sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation de Granby (OMHG). Encore plus cette année avec la récession

«Nous avons plus de demandes, mais moins de logements dispo-nibles, mentionne Manon Robi-chaud, responsable de la sélection pour la location à l'OMHG. Les gens gardent leur logement.»

Actuellement, 340 personnes attendent une place à l'OMHG. Une augmentation d'environ 10 % par rapport à l'an dernier.

M<sup>ree</sup> Robichaud n'a aucune idée du moment où ces gens pourront obtenir un logement. «Je ne peux pas donner de délai. Ce n'est pas le premier arrivé, le premier servi. Ça Le prix du loyer correspond à 90 % nombreux. «On a eu des déméva selon l'urgence du dossier, fait- du coût moyen d'un appartement nagements toute l'année. Pourelle savoir. Une place peut se libérer n'importe quand dans l'année. Les gens signent un bail d'un an. Ailleurs en région mais ils peuvent quitter n'importe quand en autant qu'ils donnent un avis de trois mois.»

ciaux à Granby. De ce nombre, sommes en période de renouvelle-297 sont des habitations à loyer moment et je n'ai vraiment pas beaudique (HLM). Le coût de location coup de départs, soutient-elle. Un ça», signale la responsable Thé-correspond à 25 % des revenus de logement dans le secteur privé, rèse Lambert. chacun des occupants. LOMHG dis-pose aussi de 44 loyers dans des Les noms de quarante personimmeubles privés. L'organisme sub- nes sont inscrits sur la liste d'at- met en relation des gens qui du loyer et 25 % des revenus du moyenne annuelle pour l'organis-

Et depuis novembre dernier, l'OMHG a 24 logements Accès-logis autre. Les déménagements sont M<sup>me</sup> Lambert.



À Cowansville, peu de locataires quittent leur logement social. Un appartement dans le secteur privé coûterait beaucoup plus cher.

dans la région.

La directrice générale de l'OMH à Cowansville, Josée Galaise, consvis de trois mois.» tate que peu de locataires ont don-L'OMHG gère 365 logements so-né un avis de départ. «Nous

ventionne l'écart entre le coût réel tente, ce qui correspond à la me de Cowansville.

tant, c'est moins cher dans un HLM», lance Francine, une em-ployée à l'OMH de Waterloo.

Quant aux Habitations parta-gées de la Haute-Yamaska, les demandes d'information se multiplient. «Nous avons une dizaine d'appels par jour depuis janvier. Avant, c'était beaucoup moins que

Habitations partagées encoura-ge la cohabitation. L'organisme offrent une place avec ceux qui se cherchent un endroit où rester. me de Cowansville. «Les jumelages ont augmenté de À Waterloo, la situation est tout 50 % depuis l'an dernier», souligne Mercredi 27 mai 2009 JOURNAL L'EXPRESS

ÉDIFICE LOUIS-G.-CHOINIERE

#### Vingt-quatre nouveaux logements sociaux à Granby

a Ville de Granby a procédé à l'inauguration officielle de l'Édifice Louis-G.-Choinière, comprenant 24 nouveaux logements sociaux, vendredi dernier, en présence de nombreux dignitaires et invités distingués.

«La réalisation de l'Édifice Louis-G.-Choinière est une excellente nou-G.-Choinère est une excellente nou-velle pour les familles de Granby. Grâceaux efforts conjugues des diffé-rents partenaires ayant contribué à ce projet mobilisateu, 24 meiages peuvent maintenant bénéficier de loge-ments de qualité répondant pleime-ment à leurs besoins, et ce, à un cout abordables, a déclare la députée de Laporte, ministre du Tourisme et min-sitre responsable de la région de la Montérégie, Nicole Ménard.

Pour sa part, le maire de Granby, Richard Goulet se dit très fier de ce projet d'autant plus que la Ville Féte engagé à créer de logements sociaux pour les familles de la région. Le divi le versen a MS en 2010 pour la réalisa-tion de logements pour des ainés als le besoin et en 2011, un autre millon ser ai nivest ipour des sinés controlles de ser ai nivest ipour 24 logements soci-aux. Granby est en dessous du prorita régional et il faut remédier à la sit-uation», a indiqué M. Goulet.

Implication
de M. Louis Choinière
A son tour la présidente du conseil
d'administration de l'Office municipal
d'habitation de Granby, Jacqueline
Desbiens a tenu à saluer l'implication et le dévouement de M. Louis Choinière dans ce projet. «Il y a investi très généreusement son temps, ses congenerusement son temps, ses con-naissances, son expérience, ses con-seils, présent à chacune des étapes, visites quotidiennes du chantier, réu-nions de chantier, etc. En fait, il a assis-té la direction de l'OMH comme si ce projet était le sien».

M. Choinière fait parti des membres du conseil d'administration de l'Office depuis 1998. Il a occupé fourà tour les postes d'administrateut, perisident et maintenant de vice-résident. Aux ours des dernières années il a surtout été changé du développement. C'est pourquoi l'édifice du 438, rue Saint-Jean porte le non d'Édifice Louis-G.-Choinière.

Le coût de construction
La construction de cet immeuble a
nécessité des investissements totali-sant plus de 2.9M S, dont près de
1.5M5 ont été accordés par la Société
(habitation du Québec (SHQ) et
750000 \$ par la Ville de Granby. De
plus, 12 des ménages résidant à cet
endroit peuvent bénéficier du pro-gramme Supplément au loyer, une aide
financière destinée aux personnes à

faible revenu qui, sans ce soutien sup-plémentaire, devraient débourser plus plémentaire, devraient decourse. Par de 25 % de leur revenu pour se loger

Rappelons que depuis 2003, près de 2 600 logements communautaires ont été réalisés ou sont en voie de l'étre dans la région de la Montérégie, dont 34 dans la circonscription de Shefford, ce qui représente des investissements totalisant plus de 262M \$\$.



Une plaque honorifique, au nom de l'Édifice Louis-G.-Choinière, a été dévoité en présence de ce dernier, de la ministre Nicole Ménard, du maire de Granb Richard Goulet ainsi que de Jacqueline Desbiens de l'OMH. (Molo Jacques Jaille!)

MERCREDI 23 DÉCEMBRE 2009 - LA VOIX DE L'EST

LOGEMENTS SOCIAUX À STE-CÉCILE-DE-MILTON

## 50 000 \$ restent à trouver

#### CYNTHIA ST-HILAIRE

cynthia.st-hilaire@lavoixdelest.gc.ca

SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON— Le conseil d'administration du pavillon Gévry-Lussier est à 50 000\$ des 400 000\$ qu'il doit amasser pour la construction d'une douzaine de logements sociaux pour personnes âgées. Les administrateurs espèrent avoir cet argent en poche d'ici ce printemps pour amorcer le chantier.

Le coût du pavillon Gévry-Lussier est estimé à 1,4 M\$. Le gouvernement du Québec impose à une communauté de financer près de 30% de la construction. Le conseil d'administration recherche depuis 2006 les 400 000\$ nécessaires. La municipalité a contribué en vendant l'un de ses terrains au prix de 55 000 \$ au conseil d'administration. Le président du conseil d'administration Le conseil municipal a aussi accepté du pavillon Gévry-Lussier, Gérard Gévry, d'accorder une exemption de taxes est confiant que la construction débute foncières pendant 25 ans. La MRC au printemps. de la Haute-Yamaska a consenti 50 000\$ au projet dans le cadre du pacte rural. Différentes activités de pavillon, une étude environnementale financement ont également permis sur les eaux usées et une preuve que de ramasser des sous.



PHOTO JANICK MARKOIS

le financement a été amassé pour ob-Simplement par le

bouche-à-oreille, nous

avons eu 37 noms.»

Mise à part la cueillette d'argent, très confiant.» le pavillon Gévry-Lussier poursuit les démarches administratives. «Au sonnes ont déjà inscrit leur nom sur début de janvier, nous devrions rece- une liste d'attente pour occuper l'un voir notre acceptation conditionnelle des 12 logements bâtis. de la Société d'habitation du Québec dent du conseil d'administration

Il restera au conseil d'administration eu 37 noms.» à fournir des plans plus détaillés du

tenir une acceptation définitive. «J'espère que ce soit au printemps pour que nous puissions débuter la construction, mentionne M. Gévry. Il reste quelques ficelles à

tirer, mais je suis

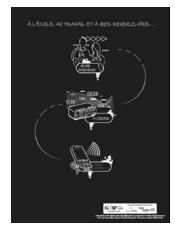
Le président souligne que 37 per-

« Nous n'avons fait aucune sollici-(SHQ) », avance Gérard Gévry, présitation, insiste M. Gévry. Simplement par le bouche-à-oreille, nous avons

### Groupe Actions en Matière d'Éducation (GAME)

Le GAME s'est réuni à sept reprises cette année. Le principal objectif du GAME a été de réaliser le projet respect et assiduité. Après une recherche de financement infructueuse notamment auprès du Centre local d'emploi et du FDR, il a été décidé de réduire l'ampleur du projet et de le réaliser de façon plus économique. Notre objectif était d'obtenir des outils qui permettraient de faire la promotion du respect et de l'assiduité sur tout le territoire, autant dans des lieux de formation que de travail.

Nous avons présenté le projet à une classe en infographie du Campus Brome-Missisquoi qui a accepté de relever le défi de création. Ils ont effectué un travail sur les concepts pour aboutir à une présentation de cinq projets infographiques avec quatre supports différents. Le comité a choisi deux supports, soit les affiches et les lanières porte-clés et a



rassemblé les éléments des propositions qui lui convenaient le mieux. Ensuite, le tout a été remis à une infographiste professionnelle qui a préparé les outils à notre convenance. Entre temps, un financement de 10 000 \$ a été obtenu auprès d'Emploi Québec et de Vision 2015 à part égale pour la réalisation des outils. Ainsi, les outils promotionnels ont pu être réalisés en grande quantité à la fin de l'année.

Une conférence de presse aura lieu en mai pour lancer la campagne respect et assiduité en Haute-Yamaska et les outils seront distribués massivement auprès des entreprises, commerces et lieux de formation entre mai et septembre. Une évaluation du projet aura lieu à l'automne.

D'autre part, le GAME doit revoir son plan d'action en identifiant les priorités en matière de développement de compétences dans la région et en proposant des pistes d'actions éventuelles. Il se peut que de nouveaux partenaires soient sollicités afin d'obtenir un portrait plus juste de la situation.

#### Membres du GAME

- Anne Bérat, CSVDC
- Frédérick Bonner, CLD de la Haute-Yamaska
- Nathalie Côté, CLE (jusqu'en janvier 2010)
- Sylvain Dupont, CDC de la Haute-Yamaska
- Yves Lauzière, CJE
- Catherine Lusson, GASP
- Nathalie Scott, CSSSHY

#### PROJET RESPECT ASSIDUITÉ



#### Financement du projet «Respect et assiduité»

C'est le 19 février demier qu'a eu lieu la signature de l'entente de financement du projet -Respect et assiduité -, mis de l'avant par le comité -Éducation, formation, développement des compétences de Vision 2015. Le projet -Respect et assiduité - représente l'une des 3 priorités d'intervention du Comité Éducation de Vision 2015. Il vise la création et la diffusion d'outils promotionnels permettant de faire la promotion du respect et de l'assiduité - tent drans les millieux de travail que de formation en Haute-Namaska. Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) en est le maître d'œuvre. En vertu de l'entente de financement récemment conclue en faveur de ce projet, le Centre local d'emploi (CLE) de la Haute-Yamaska et le Fonds Vision 2015 verseront chacun 50005 pour financer la production des outils promotionnels en questions. Sur la photo, on aperçoit de gauche à droite: Viviane Schofield, responsable du comité Éducation de Vision 2015, Nelson Tremblay, du CLE de la Haute-Yamaska, Catherine Lusson du GASP, et Isabelle Brochu, coprésidente de Vision 2015.

## Orientations pour 2010-2011

- Maintien des activités courantes ;
- S'assurer de la réalisation du projet logis-études tel que présenté dans l'entente de partenariat sur l'approche territoriale intégrée (ATI) ;
- Réaliser un plan d'action pour le développement du GASP 2010-2012;
- Mener à bien les projets déjà financés;
- Apporter appui et soutien au projet l'Azimut selon les besoins.

#### Membres du Groupe Actions Solutions Pauvreté

- Alpha Haute-Yamaska
- Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est
- Association Femmes d'éducation et d'action sociale Richelieu-Yamaska
- Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées
- Auberge sous mon Toit
- Bureau du député fédéral
- Bureau du député provincial
- Centre d'action bénévole de Granby
- Centre de soutien au réseau familial
- Centre local de développement Haute-Yamaska
- Centre local d'emploi
- Centre de santé et de services sociaux Haute-Yamaska
- Comité de pastorale sociale Granby et région
- Comité sans chemises Granby
- Commission scolaire du Val-des-Cerfs
- Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska
- Cuisines collectives de la Montérégie
- Dynamique des handicapés de Granby et région
- Entr'elles Granby
- Le passant MHPD
- Maison Arc-en-ciel
- Maison Joins-toi
- Mouvement Action Chômage
- Office municipal d'habitation Granby/Bromont
- S.O.S Dépannage Moisson Granby
- Ville de Granby
- Région pastorale de Granby



**J2G 7E4** 

Téléphone: 450 378-0990 Télécopieur: 450 378-5743 Courriel: gaspauvret@yahoo.ca

Site web: www.gasph-y.net